

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

BASES DE DEFENSE :
INTERVIEW DU CHEF
D'ETAT-MAJOR DES ARMÉES



DOSSIER

**L'EQUIPEMENT
DES FORCES**



M 01139 - 337 - F - 3,00 €

3 Vœux du ministre de la Défense

4 Vœux du SEDAC

5 Vœux du CEMA

FORCES EN ACTION

6 Scénario de crise pour la KFOR

12 Sud-Liban : opération déminage

16 Instantanés

ENJEUX

18 UE : la présidence française fait avancer l'Europe de la Défense

20 Bilan positif pour la Finul renforcée

MODERNISATION

24 Le Président à Sourdun

26 Bases de défense : entretien avec le CEMA

FOCUS DÉFENSE

30 Risques en zone de conflit : des journalistes sensibilisés par des militaires

34 Corée 1950 : la guerre oubliée

38 Militaires des antipodes

42 Repères

DOSSIER

44 Équipement des forces

DÉTOURS

60 Culture Bonaparte et l'Égypte

62 Sport L'escalade : une centenaire toujours au sommet

PERSPECTIVES

64 Document photo

65 Histoire

KIOSQUE

66 Sélection



6

FORCES EN ACTION

Scénario de crise pour la KFOR

Début décembre, les troupes multinationales sous commandement français du Nord du Kosovo ont participé à Northern Tremor, un exercice de grande ampleur simulant une catastrophe naturelle.



20

ENJEUX

Bilan positif pour la Finul renforcée

Le renforcement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban en septembre 2006, a permis de maintenir le calme à la frontière entre le pays du Cèdre et son voisin Israël.



44

DOSSIER

Équipement des forces

Pour remplir leurs missions, les forces armées ont besoin de réactualiser leurs matériels en fonction de l'évolution des menaces. Entre nécessités opérationnelles et contraintes budgétaires, la Défense doit trouver le meilleur équilibre.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction: Directeur de la publication: L. Teisseire. Directeur de la rédaction: colonel (terre) B. Brulon. Chef du bureau de la rédaction: lieutenant-colonel (air) N. Martin. Rédacteur en chef: chef d'escadron (terre) O. Destefanis (01 44 42 43 01), Rédacteur en chef adjoint: adjudant (terre) S. Froidure (81 66). Secrétariat de rédaction: sergent (terre) I. Bobinet (47 09), Y. Le Guldec (80 51). Rédaction: contacts Opérations, emploi des forces: enseigne de vaisseau (marine) C. Glock (40 04), Y. Brand (55 05), A. Le Calvé (47 27); contacts Politique de la défense et géopolitique: aspirant (marine) M. Claude (45 83), J. Fouineau (33 18), A. Hunter-Rousselle (58 72); contacts Défense et société: C. Bobbera (48 07), sergent (air) C. Pitault (48 02); contacts Économie de défense et technologies: lieutenant (terre) A.-L. Lhouquet (48 01), T. Sotty (48 11), L. Verhaeghe (48 26). Service photo: adjudant-chef (air) B. Biasutto (47 44), S. Brandin (48 35), caporal-chef (terre) C. Ciard (48 40). Directeur de fabrication: S. Couplier (01 56 77 23 08). Section diffusion: S. Couplier (01 56 77 23 08). Conception graphique: O. Spadaccini. Photogravure: Alliance. Impression: Québecor. Routage: CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal: février 2003. Délégation à l'information et à la communication de la défense - BP 33 - 00445 Armées. Internet: www.defense.gouv.fr. Contact abonnements: 01 56 77 23 08. Contact publicité (ECPAD): T. Lepsch: 01 49 60 58 56.

Photo de couverture: ADJ J. R Drahil/ Sirpa Terre

VŒUX DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

En 2008, l'engagement des femmes et des hommes de la Défense a été particulièrement dense et exemplaire, en France comme hors de notre territoire, que ce soit dans le cadre des missions opérationnelles ou dans celui de la modernisation du ministère.

Aux quatre coins du monde, en Asie centrale, dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient, les forces françaises luttent pour promouvoir nos valeurs, défendre nos intérêts, préserver la sécurité de nos compatriotes et construire la paix. Dans un monde incertain où la menace est toujours plus diffuse, les Français savent qu'ils peuvent compter sur des forces compétentes, motivées, aguerries et disponibles pour porter haut la voix de leurs idéaux. Dans l'hexagone, ils savent pouvoir compter sur la Défense pour veiller à la sûreté de leur territoire et contribuer à leur sécurité quotidienne. Ils savent aussi que le ministère a engagé une réforme ambitieuse.

Je veux vous assurer de mon soutien et de ma gratitude pour vos efforts, votre abnégation et votre professionnalisme, dans des missions toujours plus larges et exigeantes, au service de la paix et de la France. J'ai une pensée particulière pour celles et ceux qui, en cette période de fêtes, servent notre pays loin de leur famille.

Je tiens également à rendre hommage à ceux qui, cette année encore, ont payé de leur vie leur engagement au service de la France ou qui ont été blessés dans l'accomplissement de leur mission.

Je pense en particulier à nos dix soldats morts héroïquement au combat cet été dans la vallée d'Uzbin, en Afghanistan.

L'année à venir sera de nouveau une année intense pour la Défense.

Hors de notre territoire, les théâtres comme le Liban et bien sûr l'Afghanistan demeurent des défis majeurs pour nos soldats, et nous resterons à la pointe de la lutte contre la piraterie avec l'opération « Atalante », lancée en novembre. En France, la lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane constitue un enjeu important, alors qu'à la suite du Livre Blanc, nos missions de sécurité intérieure vont évoluer, avec en particulier la mise en œuvre du contrat opérationnel de protection.

De plus, 2009 sera l'année de la mise en œuvre du chantier

considérable de la modernisation de notre outil de défense et notamment les restructurations territoriales qui auront des conséquences importantes pour beaucoup d'entre nous. Je veux vous assurer de ma détermination dans cette réforme qui est essentielle pour conserver à notre outil de défense la réputation d'excellence qui est la sienne, en particulier grâce à des équipements renouvelés et modernisés.

2009 sera aussi une grande année européenne. Après une présidence française de l'Union européenne qui a débouché sur des avancées importantes en matière d'Europe de la Défense, nous aurons à cœur de concrétiser les projets décidés avec nos partenaires comme l'Erasmus militaire qui permettra aux élèves officiers de faire une partie de leur formation dans une autre école que celle de leur pays d'origine. La France a le devoir de conserver son rôle d'impulsion dans ce magnifique projet qu'est

la construction européenne pour que nous puissions peser sur les affaires du XXI^{ème} siècle.

Dans cette période de conjoncture économique difficile, la Défense, en tant que premier investisseur de l'Etat, prendra toute sa part dans le plan de relance mis en œuvre par le Gouvernement pour atténuer les effets de la crise sur l'économie de notre pays et maintenir, un outil de production indispensable au bon équipement de nos forces.

Enfin, le budget 2009 permettra la poursuite du plan de revalorisation de la condition militaire conformément aux conclusions de

février 2007 du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire. Après les militaires du rang en 2008, nous mettons en œuvre les mesures de revalorisation pour le reste du personnel en portant une part essentielle de notre effort sur les sergents et les officiers subalternes.

Je sais pouvoir compter sur vous, personnels civils et militaires, pour relever ces défis. Soyez assurés de ma reconnaissance et de ma profonde estime.

Je vous adresse à toutes et à tous, ainsi qu'à vos familles et à vos proches, tous mes vœux chaleureux de bonheur et de santé pour l'année 2009.



ECPAD

Hervé Morin



VŒUX DU SECRETAIRE D'ÉTAT À LA DÉFENSE ET AUX ANCIENS COMBATTANTS

Lorsque j'observe le chemin parcouru par le monde de la Défense, je ne peux qu'être en admiration devant l'énergie qui a été déployée tout au long de l'année 2008 pour poursuivre les efforts d'adaptation de nos armées et de notre réserve militaire. Le monde de la Défense, comme souvent, a montré qu'il savait s'adapter aux nouvelles exigences mises en relief par le Livre blanc de la Défense. Le monde de la Défense a engagé une réforme indispensable à la protection de nos intérêts vitaux et de notre sécurité, dans un monde en perpétuel changement. Le monde de la Défense a prouvé, à l'occasion de la Présidence française de l'Union européenne, que l'Europe de la Défense pouvait être à la hauteur de ses ambitions. L'année qui commence sera l'occasion de consolider la réserve en lui assurant un entraînement et une formation à la hauteur de la diversité de ses missions. Je salue d'ailleurs l'engagement de celles et ceux qui, de tous horizons, s'engagent au profit de la protection de nos concitoyens.

Les enjeux de mémoire ont été marqués, en 2008, à la fois

par la mort de Lazare Ponticelli (1), par le 90^e anniversaire de la fin des combats de la première guerre mondiale et par le rapport très attendu de la commission Kaspi.

La résonance de ces événements dans la société civile prouve que l'opinion est consciente que notre mémoire est l'un des éléments essentiels du ciment de la Nation et une condition de notre « vivre ensemble ». Notre énergie et notre capacité de mobilisation et d'innovation dans ces domaines doivent se concentrer sur le renouvellement et le sens de ces commémorations, notamment envers les plus jeunes.

Si nous réformons en restant sensibles aux leçons de notre histoire, alors la réussite sera forcément au bout du chemin et le monde de la Défense répondra aux attentes de nos concitoyens.

Bonne et heureuse année 2009 à chacun d'entre vous et à tous ceux qui vous entourent.

Jean-Marie Bockel

(1) *Lazarre Ponticelli, dernier poilu français est mort le 12 mars 2008 à l'âge de 110 ans. Émigré italien, il s'était engagé dans la Légion étrangère en 1914 à l'âge de 17 ans.*



J.R. DRAHI / SIRPA TERRE

VŒUX DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Officiers, sous-officiers et officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs et personnels civils de la Défense, je vous adresse tous mes vœux pour cette année 2009 avec une pensée toute particulière pour ceux qui assurent la permanence de nos missions dans le cadre de la dissuasion, de la protection de notre territoire, des opérations en cours, ou plus simplement du service quotidien de nos unités. En ces jours de fête, leur présence à leur poste est un témoignage de la nécessaire disponibilité qui doit rester la marque de nos armées. Mes pensées se tournent également vers ceux qui ont été blessés dans l'exercice de leur mission. Je n'oublie pas les familles et les proches de nos camarades qui ont donné leur vie au service des armes de la France. Le sacrifice consenti par chacun de nos frères d'armes nous ramène à la réalité de nos interventions extérieures. Nous sommes aujourd'hui engagés dans des opérations plus dures et face à des adversaires plus déterminés. Cette réalité nous impose, plus que jamais, professionnalisme et rigueur dans l'exercice quotidien de notre métier. Il s'agit là de vertus qu'il nous appartient de cultiver sans relâche. L'année 2009 sera également marquée par la mise en œuvre de réformes difficiles et pourtant nécessaires.

Je ne méconnaissais aucun de vos problèmes. Mais notre mission désormais est de construire l'outil de défense dont notre pays a besoin pour les années à venir. C'est cet outil que nous léguerons aux générations futures. Nous avons à leur égard une responsabilité particulière. C'est pourquoi je formule le vœu que chacun d'entre nous s'engage dans ces réformes avec détermination et un sens aigu de ses responsabilités.

Regardez vers l'avant, dépassez les obstacles et soyez volontaires. Au cours de l'année à venir, quels que soient les changements auxquels nous devons faire face, je vous demande de ne jamais perdre de vue la finalité opérationnelle de nos armées. C'est le cœur de notre vocation. C'est notre raison d'être.

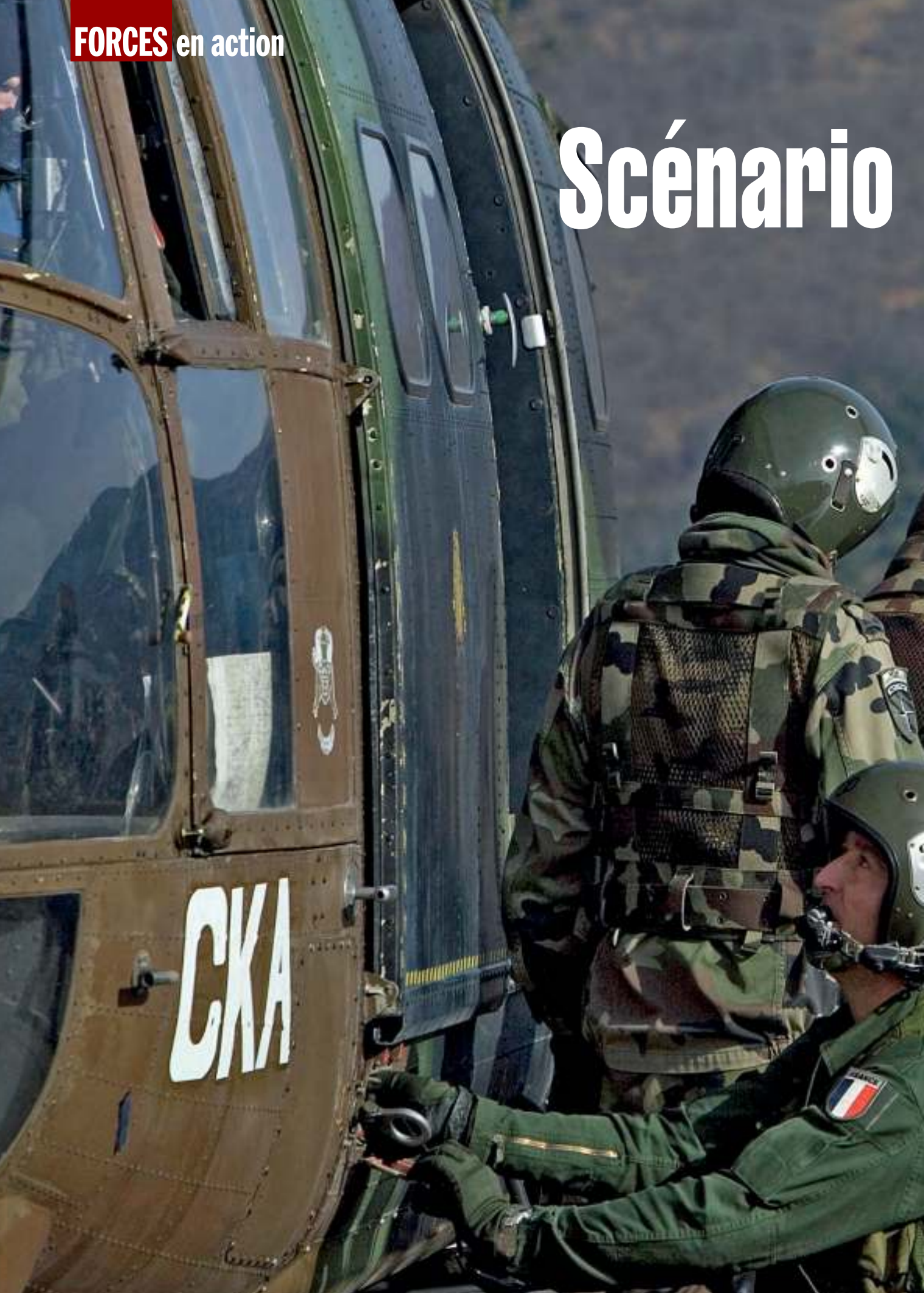
Je souhaite également associer à mes vœux vos familles et vos proches dont le soutien et l'accompagnement sont nécessaires à votre engagement exigeant. Je tiens à les assurer de mes pensées chaleureuses et sincères.

Forts de la confiance du chef des armées, soyons prêts à agir partout où le devoir réclamera notre engagement.

Général d'armée Jean-Louis Georgelin

FORCES en action

Scénario



de crise pour la KFOR

Début décembre, les troupes multinationales sous commandement français du Nord du Kosovo ont participé à Northern Tremor, un exercice de grande ampleur simulant une catastrophe naturelle. Objectif : faire travailler ensemble les militaires et les civils kosovars.

PAR ANNE-LISE LLOUQUET . PHOTOS : BRUNO BIASUTTO



Évacuation de (faux)
blessés après un
« tremblement
de terre », 1 800 militaires
et 3 000 Kosovars
ont participé
à Northern Tremor.

**« Pas besoin
de se parler,
on se comprend
en œuvrant
sur le terrain »**

Pompiers de Paris
et de Marseille, pompiers
kosovars et militaires
de la KFOR dans un exercice
de désincarcération
à Mitrovica.

En bas à gauche : Briefing
des chefs d'état-major
sous la direction
du lieutenant-colonel français
Philippe Bialais.

En bas à droite :
Des militaires portugais
portent les premiers secours
avant l'évacuation de la
victime par hélicoptère.





« **A**vant de prendre le commandement de la Task force multinationale Nord, en juin dernier, j'ai participé pendant un an à la commission du Livre blanc sur la Défense et de la sécurité nationale. En arrivant au Kosovo, j'ai voulu « travailler » sur les accidents de masse, que les ministères de l'Intérieur et de la Défense avaient évoqués », explique le général Michel Yakovleff. Ainsi est né Northern Tremor, un exercice impliquant que les soldats de la KFOR (force de l'Otan au Kosovo) et les organismes de santé, de sécurité et de secours civils kosovars agissent ensemble lors d'une crise de grande ampleur. Une semaine durant, début décembre, civils et militaires ont ainsi affronté une situation fictive de catastrophe naturelle. Alors qu'un « tremblement de terre » vient de se produire dans la région, un hélicoptère de l'aviation légère de l'armée de terre vient de se poser dans un champ près de Skenderaj, au sud de Mitrovica. « Allez, on se dépêche, on fait un état des lieux des blessures et on pare au plus urgent : les blessés graves, dans l'hélico, les autres, dans l'ambulance ! », annonce le médecin militaire français. Rapidement, l'équipe médicale débarque et court vers le lieu du sinistre. Le séisme a détruit de nombreuses infrastructures et beaucoup de civils sont blessés. Une route du village est barrée par un amoncellement de gravats. Deux véhicules sont accidentés et les quatre passagers, blessés. Il est 16 h, la nuit va tomber et il fait -5°, il faut vite évacuer les victimes.

Cas concrets

Six secouristes danois de la KFOR prodiguent les premiers soins. Une infirmière du bataillon français place une minerve autour du cou de l'un des conducteurs pendant qu'une autre stoppe l'hémorragie d'un passager. Il fait déjà nuit quand, quarante-cinq minutes plus tard, l'hélicoptère s'envole pour l'hôpital militaire français du camp de Plana. Pendant l'intervention des premiers secours, un centre de gestion de crise civilo-militaire a été mis en place au bataillon danois. Il faut coordonner les actions de la police kosovare, de la Croix-Rouge, des pompiers locaux et des militaires. Il faut aussi faire en sorte que les autorités kosovares d'origine serbe et d'origine albanaise puissent travailler ensemble.

Des représentants civils kosovars réfléchissent en groupes sur des cas concrets (rupture de barrage, effondrement d'un pont...) avec l'aide des soldats de la KFOR. « Les autorités civiles du Kosovo doivent être présentes pour que ça fonctionne. Une quinzaine de représentants sont là aujourd'hui. Malheureusement, les représentants kosovars d'origine serbe ont décliné l'invitation. Les relations politiques sont encore difficiles entre les Kosovars »



Beaucoup d'enfants se trouvaient parmi les civils ayant participé à Northern Tremor.
Ci-dessus : distribution de cadeaux, à l'approche de Noël, dans une petite école isolée.
Ci-dessous : Apprentissage des gestes de premiers secours.
À droite : les sinistrés sont accueillis et contrôlés dans un centre d'urgence avant leur prise en charge.





► d'origine serbe et ceux d'origine albanaise. Mais, sur le terrain, les différends s'estompent et les deux communautés travaillent ensemble sans problème», explique le lieutenant-colonel Bialais, qui commande cette cellule de crise conjointe.

Au camp militaire de Novo Selo, où siège l'état-major de la Task force Nord, un centre d'accueil d'urgence reçoit les ressortissants étrangers et la population locale «sinistrée». Ils sont auscultés par un médecin puis accueillis sous une tente où les attendent des boissons chaudes et des collations. Tout a été prévu pour recevoir les nombreuses victimes dans les meilleures conditions. La capacité du centre est d'environ 600 personnes et pourrait être étendue, au besoin. Pour plus de réalisme, les organisateurs de l'exercice ont même prévu des cas particuliers pour confronter les militaires à des situations atypiques : une personne sourde, une femme enceinte, un afflux massif de victimes de nationalités très différentes. « Les préparatifs de l'exercice ont débuté fin octobre. Il a fallu un mois pour mettre en place les scénarios imaginés par chaque bataillon dépendant de la Task force Nord », commente le lieutenant-colonel Daniel Hugueny, maître d'ouvrage de l'exercice. Militaires et civils se prêtent volontiers au « jeu » et s'appliquent avec soin à faire ce qu'ils feraient dans la réalité.

Une force au service de la population

À quelques kilomètres de là, à Mitrovica, le major Larour, de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, est en plein exercice de désincarcération. Un homme est coincé dans une voiture accidentée. L'hélicoptère est à l'approche, il faut dégager méthodiquement la victime. « C'est une expérience exceptionnelle, ce que je vis ici ! Travailler avec les pompiers kosovars est très enrichissant ! Pas besoin de se parler, on se comprend en œuvrant sur le terrain ! » À ses côtés, des pompiers de Mitrovica, un médecin français, des infirmiers belges et des marins-pompiers de Marseille.

Au Kosovo, un détachement de 12 pompiers français assure tout au long de l'année la sécurité incendie des emprises militaires. Six sont de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et six du bataillon des marins pompiers de Marseille. À l'occasion de l'exercice, ils apprennent aussi aux enfants des écoles «sinistrées» les quelques gestes élémentaires de secours.

Northern Tremor a mobilisé 1 800 soldats de la KFOR et nécessité 64 opérations héliportées. 3 000 Kosovars, dont une majorité d'enfants, y ont participé avec intérêt. « Nous avons projeté l'image, non d'une force combattante, mais d'une force au service de la population », conclut le général Yakovleff. ■

Depuis les combats de l'été 2006 entre Israël et le Hezbollah, la zone frontalière constitue un danger permanent pour la population et les militaires.

Les démineurs de la Finul, dont des soldats français, continuent de dépolluer ce secteur.

Sud-Liban

Opération déminage

PAR CYNTHIA GLOCK . PHOTOS : BRUNO BIASUTTO

Les artificiers-démineurs de la Finul préfèrent, autant que possible, neutraliser l'engin et le faire exploser sur un site dédié.

خطر الغام

DANGER MINES





Ci-dessus : après l'avoir neutralisé, le premier maître Robert porte l'engin explosif jusqu'au VAB. L'équipe le transportera ensuite au « polygone de destruction ».
Ci-contre, en haut : Déposé dans un « fourneau » à 300 mètres de distance, l'engin est détruit à l'aide d'une charge de plastique dont l'explosion est déclenchée à partir du blindé.
Ci-contre : Artificiers-démineurs de la Finul. Le nombre d'explosifs encore potentiellement dangereux est estimé à 410 000 dans cette zone de la frontière sud du Liban.



Une explosion vient de retentir, à 5 kilomètres du GTIA (groupement tactique interarmes), le bataillon français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). Elle provient du polygone de destruction d'engins explosifs, vaste étendue de terre à l'écart des habitations. C'est ici que les démineurs de la Finul détruisent les engins explosifs récupérés sur le terrain. Nous sommes près de la ville d'At Tiri, non loin de la frontière sud du pays, lieu des violents combats entre Israël et le Hezbollah durant l'été 2006. Le nombre d'explosifs encore potentiellement dangereux est estimé à 410 000, sur cette zone d'environ 2 000 km².

L'équipe de démineurs français, dite EOD (explosive ordnance disposal) (1), vient de faire exploser une munition retrouvée le matin même. À l'aube, le centre des opérations du bataillon leur a ordonné d'intervenir sur un engin trouvé par un civil libanais à 3 kilomètres au sud du camp. « Il s'agit d'un UXO (unexploded ordnance), une munition non explosée, explique le capitaine Cuvillier, du 31^e Régiment de génie de Besançon, qui supervise les opérations. C'est-à-dire qu'il a été enclenché pour mise à feu, mais que le détonateur n'a pas fonctionné. » Le détachement du génie auquel appartiennent les EOD, intégré au GTIA français, intervient au profit de tous les contingents de la Finul.

Les artificiers-démineurs comptent depuis un mois un nouveau renfort : le premier maître Robert, du groupe des plongeurs démineurs de Méditerranée. « En général, les engins explosifs sont dissimulés, sous terre, au sol ou en hauteur sur des arbres, explique le premier maître. Il en existe de toutes sortes, autant que l'imagination humaine peut en produire : anti-personnels ou anti-chars, improvisés ou industriels, pouvant être déclenchés par pression directe ou à distance. Tous sont sensibles et peuvent exploser à tout moment. Certains sont mortels jusqu'à 300 mètres. »

Pour l'équipe EOD, la mission consiste à dépolluer la zone des engins non explosés, afin de sécuriser la circulation des soldats de la Finul et de la population civile. Les hommes quittent le camp à bord de trois véhicules, dont un VAB (véhicule de l'avant blindé) médicalisé. « Ne jamais sortir de la piste, c'est la règle : les bas-côtés peuvent être minés ou pollués de sous-munitions » (2), rappelle le capitaine Cuvillier. Aujourd'hui, ce sont l'adjudant-chef Vallette et le premier maître Robert qui « traitent » la munition. « Le déminage est un travail d'équipe et une leçon quotidienne d'humilité, affirme l'adjudant-chef. Contrairement aux paras, un démineur ne saute qu'une fois », ironise-t-il. L'humour : un bien nécessaire, pour exorciser un peu la réalité d'un métier où la seconde chance n'existe pas. « L'année dernière, un camarade du

31^e Régiment du génie est mort ici », se souvient le capitaine. Arrivés sur zone, les hommes aident le premier maître Robert à revêtir sa tenue. Casque de protection avec système de ventilation et visière renforcée, gilet pare-éclats : 10 kg au total. Mais pas de gants, « pour garder la sensibilité lorsqu'on manipule les munitions », précise-t-il. Il s'avance lentement vers l'engin signalé par un tas de pierres, sur un chemin en contrebas. L'adjudant-chef le suit à portée de voix. Il n'interviendra qu'en cas de besoin.

Silence total

Le marin est maintenant à genoux, face à ce petit objet cylindrique, d'apparence anodine, mais dont la charge explosive reste très dangereuse. Il va procéder à sa neutralisation sur place. « Je bloque le dispositif de mise à feu. Mais cette manipulation n'est possible que sur certains UXO, et uniquement s'ils ne sont pas endommagés et que la visibilité est bonne, souligne le premier maître Robert, qui se relève sans quitter des yeux la munition qu'il tient à présent dans la paume de sa main. Sinon, on procède à sa destruction sur place. » À présent, il retourne vers les véhicules, la munition tenue à bout de bras. Dans un silence total, retenant son souffle, le jeune homme semble marcher sur des œufs. Il dépose l'engin neutralisé dans une caisse fixée en haut du VAB et remplie de sable pour absorber les vibrations lors du transport. Le convoi peut s'acheminer vers le polygone de destruction, un endroit parsemé de « fourneaux », ces trous dans lesquels sont placées les munitions à détruire. Le marin se dirige, à nouveau seul, vers l'un d'eux, à 300 m des véhicules, pour y déposer la munition. Il va ensuite chercher un pain de plastique, qu'il place à côté de l'engin. Puis il y introduit un détonateur électrique relié par un câble à un déclencheur placé dans le VAB.

Dans la région, les engins explosifs ont fait plus de 300 victimes dont 40 morts, civiles et militaires, depuis 2006. Au début, les artificiers-démineurs de la Finul traitaient 60 à 80 munitions par sortie. Aujourd'hui, la cadence a diminué. Entre ces artificiers, l'armée libanaise et les organisations non gouvernementales, 150 000 munitions au total ont été désamorçées et détruites en deux ans.

Il est 11 h 50, le soleil est au zénith. À l'intérieur du VAB, l'équipe déclenche l'explosion... ■

(1) Artificiers-démineurs aptes à intervenir sur tous types de munitions, artifices et explosifs, et en tout lieu.

(2) Engins explosifs dispersés à partir d'un conteneur (bombe d'avion, obus de canon ou roquette). Tous n'explosent pas au contact du sol ou de l'objectif visé et polluent ainsi le terrain.

STÉPHANE FROIDURE

SÉOUL SUR SES GARDES

Une partie des forces spéciales sud-coréennes qui participaient à un stage d'entraînement hivernal a été placée en alerte en renforcement des troupes assurant la surveillance le long de la frontière avec la Corée du Nord. Cette mesure a été décidée en réaction aux menaces de « confrontation totale » proférées le 17 janvier à la télévision publique nord-coréenne par un porte-parole de l'état-major de l'armée populaire. Selon les autorités de Séoul, ces menaces de Pyongyang, les plus belliqueuses depuis dix ans, visent d'abord à faire pression sur la nouvelle administration américaine dans le cadre des négociations entreprises autour du désarmement nucléaire de la Corée du Nord.

GAZA : ARRÊT DE L'OPÉRATION PLOMB DURCI

Après trois semaines d'intervention militaire contre le mouvement islamiste du Hamas, Israël a décidé unilatéralement le 17 janvier, un cessez-le-feu à l'intérieur de la bande de Gaza et le retrait de ses troupes. Selon les services d'urgences de la ville de Gaza, le bilan des victimes, après vingt-deux jours de combats, fait état de 1315 Palestiniens tués et plus de 5300 blessés. Côté israélien, on dénombre 10 militaires et 3 civils tués durant l'offensive. Les premières estimations réalisées par les Nations unies ont évalué à près de 14 % le nombre d'habitations détruites ou fortement endommagées, représentant un total d'au moins 1,5 milliard de dollars de dégâts.

LES SOLDATS AMÉRICAINS SONDENT LA POPULATION IRAKIENNE

Avant les élections régionales, qui se sont déroulées le 31 janvier dans 14 des 18 provinces irakiennes, des soldats américains accompagnés d'interprètes ont pratiqué des sondages d'opinion. « Vous sentez-vous, oui ou non, suffisamment en sécurité pour aller voter, et pourquoi ? », « Pensez-vous que ces élections seront justes et honnêtes ? » étaient quelques-unes des questions posées. Ces sondages font partie des nouvelles « méthodes contre-insurrectionnelles » conduites en Irak. Pour le commandement américain, ce sondage vise d'abord à acquérir une meilleure connaissance des besoins et des aspirations de la « rue » irakienne.

L'ARMÉE INDIENNE RECRUTE

Pas moins de 7000 volontaires masculins ont participé, le 19 janvier, à un vaste rallye de recrutement organisé par l'armée de terre indienne à Ahmedabad (province du Gujarat, dans le Nord-Ouest). Durant cinq jours les candidats ont subi des tests d'endurance et de force, des évaluations médicales ainsi que des tests écrits. « Nous avons quelques problèmes de recrutement, en particulier pour les postes à pourvoir dans les domaines techniques », a reconnu le colonel Sharma, chef du bureau de recrutement régional. La précédente campagne de sélection, en 2008, n'avait permis de recruter que 720 candidats en raison des carences constatées dans la maîtrise de l'anglais, des mathématiques et des sciences. L'armée compte environ 3 millions d'hommes pour une population s'élevant à près de 1,2 milliard d'individus.



WON DAI-YEON / AFP

1



2



CHRIS HONDROS / AFP

3



JACK GUEZ / AFP



SAM PANTHAKY / AFP

UE : la présidence française fait avancer l'Europe de la Défense

La France prenait la présidence de l'Union européenne le 1^{er} juillet 2008. Son président, Nicolas Sarkozy a placé la politique européenne de Défense parmi les priorités de son mandat. Retour sur six mois de réflexion et d'action du ministre de la Défense Hervé Morin et de ses homologues européens.

La France a cédé à la République tchèque la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE), le 1^{er} janvier dernier. Les six mois de présidence française ont été marqués par plusieurs avancées pour l'Europe de la Défense, conformément à la volonté annoncée par le président de la République, Nicolas Sarkozy, dès juillet 2008, de mener une politique active en ce domaine. Sous l'impulsion d'Hervé Morin, ministre de la Défense, ses 26 homologues européens, ainsi que Javier Solana, Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et des représentants de la Commission européenne se sont ren-

contrés par deux fois en octobre : à Deauville, en réunion informelle, et un mois plus tard à Bruxelles, lors de la session « Défense » du Conseil affaires générales et relations extérieures (Cagré).

Lors de ces deux événements, les ministres ont validé la mise à jour de la stratégie de sécurité européenne, adoptée en 2003, après qu'ils se soient livrés à une analyse partagée des risques et des menaces. Ils ont également pu lancer plusieurs projets communs. Pour pouvoir répondre aux objectifs de sécurité définis par les Européens, la France a en effet mis l'accent sur le développement et l'acquisition de capacités militaires modernes et interopérables. Concernant les

moyens de projection, les ministres ont décidé la mise en place d'une flotte européenne de transport aérien et d'une unité multinationale d'avions de transport stratégique A400M. L'accent a également été mis sur la modernisation des hélicoptères et l'entraînement de leurs équipages. Enfin, une coopération aéronavale européenne et la constitution d'une capacité de projection d'une base aérienne. Dans le domaine de l'information et du renseignement spatial, des accords ont été signés entre plusieurs pays pour le lancement du programme de satellite d'observation militaire Musis, ainsi que pour la mise à disposition des images satellitaires au profit du Centre satelli-



Hervé Morin, ministre de la Défense, a réuni en octobre dernier à Deauville, ses homologues européens.



E. CABANIS / AFP

L'opération européenne Atalante de lutte contre la piraterie maritime au large de la Somalie a été lancée en décembre 2008.

taire de l'Union européenne (agence du Conseil de l'UE chargée de l'exploitation et de la production de ces images, dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune). Des accords ont également été signés pour le lancement, par le biais de l'Agence européenne de défense (AED), de plusieurs programmes de déminage maritime, de futur drone de surveillance, ainsi que de mise en réseau des systèmes de surveillance maritime existants. L'objectif étant d'accroître la protection des forces armées, ainsi que leur efficacité en opérations.

Moyens financiers et fonctionnels

Pour accompagner ces projets, la présidence française a également soutenu l'AED en lui octroyant des moyens plus importants. Des moyens financiers, notamment, mais aussi de moyens fonctionnels, en faisant de l'Organisation conjointe de la coopération en matière d'armement (Occar) le « bras exécutif » de l'agence, selon les termes employés par Hervé Morin. Les ministres de la Défense ont parallèlement pris des mesures visant à faciliter la constitution de grands groupes industriels de Défense européens de

taille mondiale, qui puissent s'appuyer sur un réseau de petites et moyennes entreprises (PME) innovantes. Trois priorités ont été définies : renforcer la recherche et la technologie de défense, accompagner la mise en

place d'un espace européen d'échange d'équipements de défense et soutenir les PME en leur offrant, en particulier, un meilleur accès aux commandes publiques.

Une initiative en matière d'échange de jeunes officiers entre les grandes écoles militaires européennes, l'« Erasmus militaire », a aussi été mise en place, avec la volonté de développer une culture européenne de Défense pour favoriser l'interopérabilité des forces.

Sur le plan opérationnel, les ministres ont conclu que l'opération militaire Althéa, menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine,

avait rempli ses objectifs militaires. Ils ont donc annoncé la possibilité d'y mettre un terme. Quant à l'opération militaire de l'UE Eufor Tchad/RCA, elle va se poursuivre, dans la perspective de sa relève par une

opération de l'Onu, qui doit intervenir 2009. Pour finir, les ministres de la Défense européens ont lancé l'opération Atalante de lutte contre la piraterie maritime, au large de la Somalie, dès le mois de décembre



S. LAFARGUE / ECPAD

Forces françaises de l'opération EUFOR Tchad/RCA.

bre 2008. Atalante est la première opération aéronavale conduite par l'UE. Signe d'un nouveau dynamisme pour l'Europe de la Défense, cette opération a été placée sous commandement britannique - sous l'autorité du vice-amiral Philip Jones - et son état-major a été installé à Northwood, en Grande-Bretagne. ■

Linda Verhaeghe

Bilan positif pour la Finul renforcée

Le renforcement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), en septembre 2006, a permis de maintenir le calme à la frontière entre le pays du Cèdre et son voisin Israël. Après deux ans de mission, tous les objectifs sont-ils atteints ? Quelles sont les menaces qui pèsent encore ?



Les blindés des casques bleus surveillent la frontière libano-israélienne.

ALI DIA / AFP

« **C**omme toujours, quand cela va mal au Proche-Orient, c'est ce malheureux Liban qui paye le plus cher. Cela commence ailleurs, et se poursuit toujours ici. Les Libanais ont assez souffert », déclarait le président de la République Nicolas Sarkozy, lors de la présentation de ses vœux aux armées depuis le Liban, le 6 janvier dernier. Deux jours plus tard, des roquettes tirées depuis le Sud-Liban atteignent Israël, et font craindre un nouvel embrasement de la région. Il s'agirait d'un acte isolé, lié aux hostilités qui ont repris à Gaza depuis fin décembre entre Israéliens et Palestiniens, mais qu'on ne peut attribuer clairement à une

faction armée. Bien que mineur, l'évènement ravive la mémoire des conflits passés, encore frais dans les esprits. En juillet 2006 au Sud-Liban, la branche armée du Hezbollah faisait une incursion dans le Nord de l'Etat Hébreu, capturant deux soldats de Tsahal, l'armée israélienne, et en tuant huit autres. Israël riposte et entre au Liban. S'ensuivent 33 jours d'échanges de tirs et de combats ininterrompus.

Des règles d'engagement solides

L'Onu décide alors de renforcer la Finul, déployée dans le sud du Liban depuis 1978, mais qui lors des événements de l'été 2006 ne peut qu'observer en témoin impuissant. En août, le Conseil de sécurité

de l'Onu adopte la résolution 1701, qui renforce considérablement le mandat de la force onusienne. À l'origine, en 1978, la force internationale, sous chapitre VI de la charte des Nations unies (*encadré p. 24*), reçoit pour missions de veiller au retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban, d'aider au retour de la paix et de la sécurité, et d'appuyer le gouvernement libanais dans le rétablissement de son autorité au sud.

La résolution de 2006 renforce les règles d'engagement de la Finul, étend son aire de responsabilité, et fait passer ses effectifs de 2 000 à 12 000 soldats. Toujours sous chapitre VI, la Finul dispose désormais de règles d'engagement solides.

Les troupes peuvent recourir à la force pour se défendre et faire respecter la résolution. Elles peuvent aussi intercepter des mouvements d'armes et procéder à des contrôles routiers. La Finul se dote d'une chaîne de commandement permettant d'assurer la sécurité des personnels de l'Onu, des humanitaires, et des civils sous menace physique immi-

liennes se sont retirées derrière la ligne de démarcation tracée par l'Onu en 2000, dite Ligne bleue. Les FAL se sont redéployées dans le sud du pays après des dizaines d'années d'absence. Quant au Hezbollah, il reste discret.

« La présence de la Finul a permis de rétablir une certaine forme de stabilité et d'aider la population victime des conflits,

perdu le contrôle de la région, jusqu'à la délaissier. « Cela faisait trente ans que les FAL s'étaient retirées. Les civils n'étaient plus habitués à nous voir, explique le colonel Hani Dyab, adjoint au chef d'état-major des FAL de la zone Sud. Aujourd'hui, 4 500 de nos soldats sont déployés du fleuve Litani à la frontière [soit environ 40 km nord/sud – NDLR].



RAMZI HAIDAR / AFP

Partisans libanais de Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah, en 2008. Le « parti de Dieu » a intégré le gouvernement en 2005.

nente. La Force acquiert enfin plus de crédibilité et de réactivité, avec la mise en place d'une force de réaction rapide, la Quick Reaction Force (encadré p. 25). Par ailleurs, les objectifs de la Finul renforcée sont de contrôler la cessation des hostilités, et de créer un espace de dialogue entre les parties en présence. Ses missions : empêcher l'entrée illégale d'armement en sécurisant les frontières terrestres et maritimes du Liban, et appuyer le redéploiement des Forces armées libanaises (FAL) dans le sud du pays.

Une situation assainie

Deux ans plus tard, la plupart de ces objectifs sont atteints. Les troupes israé-

explique Milos Strugar, directeur des affaires civiles et politiques de la Finul. Les progrès observés depuis 2006 sont significatifs, compte tenu du peu de temps écoulé. » La revitalisation de la région est effectivement visible : 50 000 maisons reconstruites depuis la fin de la guerre, et la reprise du trafic routier et des échanges économiques entre nord et sud du pays. La région se désenclave. Mais le principal succès de la Finul est d'avoir permis le retour des FAL au sud du pays. En cinquante ans de conflits et d'occupation divers (tutelle syrienne au Nord, conflit israélo-palestinien au sud, guerres civiles intercommunautaires dans le pays), le pouvoir central avait peu à peu

L'armée doit être un pont entre les populations qui s'opposent », affirme-t-il. Comme le souligne le major-général italien Claudio Graziano, commandant de la Finul, « l'armée libanaise incarne la légitimité de la patrie, elle est sa soupape de sécurité. C'est ce qui fait que le Liban ne se désagrège pas. » « De l'autre côté de la frontière aussi, le calme est revenu, constate le colonel Dyab. Nous devons continuer à coopérer avec Israël dans la lutte contre le terrorisme, car chaque citoyen espère la paix. » Selon Milos Strugar, « la Finul fonctionne comme un tampon entre le Liban et Israël. Mais il reste à restaurer la confiance, sans quoi il sera très difficile de progresser »



Les 4 canons AUF1 de la Quick Reaction Force. Une force de frappe mobile et précise.

BRUNO BIASUTTO / DICOD

dans les discussions. Incompréhensions et conflits se perpétuent depuis la création de l'Etat hébreu, en 1948, rappelle Milos Strugar, qui a conduit à l'afflux massif de réfugiés palestiniens au Liban. »

Pierres d'achoppement

Le chemin de ce retour à la confiance est semé d'obstacles, avec pour principales pierres d'achoppement les cas du village de Ghajar et des fermes de Chebaa. Tous

deux situés sur le plateau du Golan anciennement syrien, ils furent annexés par Israël en 1967 suite à la guerre des Six Jours. Les fermes de Chebaa, territoire agricole inhabité de 25 km², sont depuis quelques années revendiquées par le gouvernement libanais. Des discussions sont en cours entre Syrie, Israël, Liban et la communauté internationale pour déterminer leur appartenance. Bien que le cas de Chebaa

ne fasse pas partie du mandat de la Finul, il constitue un point de tension entre Israël et le Liban.

Quant à Ghajar, après la guerre des Six Jours, ses habitants ont reçu la nationalité israélienne. Cependant, le tracé de la Ligne bleue par l'Onu situe la partie nord du village (zone de 600 m sur 400 m) en territoire libanais. Or, cette zone est toujours occupée par Israël. L'Onu négocie actuellement avec les deux parties pour

Chapitre VI de la charte des Nations unies : la négociation privilégiée

La charte des Nations unies fixe les droits et obligations des Etats membres de l'Onu. Signée le 26 juin 1945, elle comporte 19 chapitres.

Le chapitre VI fixe les modalités de règlement pacifique des différends et le rôle du Conseil de sécurité de l'Onu (CSNU) en matière de prévention du déclenchement et de l'escalade des hostilités. Les opérations de paix

menées en vertu du chapitre VI concernent essentiellement la médiation et l'établissement des faits lors d'un conflit.

Composé des articles 33 à 38 de la charte de l'Onu, le chapitre VI prévoit que :

- Le CSNU doit inciter les parties impliquées dans un différend susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, à en rechercher la

solution, avant tout, par voie de négociation [...] et de tout autre moyen pacifique de leur choix.

- Le CSNU peut enquêter sur tout différend pouvant entraîner un désaccord entre nations, s'il menace le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

- À tout moment de l'évolution d'un différend, le CSNU peut recommander aux parties des procédures ou des méthodes

d'ajustement appropriées.

- Le CSNU peut faire des recommandations aux parties d'un différend en vue d'un règlement pacifique.

Le recours à la force est prévu dans le chapitre VII, uniquement en cas d'échec ou d'inapplicabilité des mécanismes de prévention du chapitre VI et en cas de menace grave à la paix et la sécurité internationales.

Zone d'action de la Finul renforcée au Sud-Liban



Zone d'action de la Finul renforcée au Sud-Liban.

une rétrocession du nord du village au Liban. Cette rétrocession est primordiale pour la Finul, car le cas de Ghajar constitue une violation quotidienne de la Ligne bleue, donc de la résolution 1701.

Enfin, même si les FAL contrôlent à nouveau le sud du Liban, et bien que la présence des casques bleus atténue les tensions, Israël pénètre quotidiennement dans l'espace aérien libanais, justifiant ces survols d'observation par sa crainte du réarmement du Hezbollah.

Retour à la stabilité ou calme avant la tempête ?

Pour beaucoup de Libanais du sud, le Hezbollah, mouvement politique armé chiite, très structuré, symbolise la résistance contre Israël.

À l'origine né en réaction à l'invasion israélienne du Liban en 1982 (pour contrer la tutelle syrienne et la résistance palestinienne), le « parti de Dieu » est devenu au fil des années un Etat dans l'Etat. Il a acquis une légitimité politique jusqu'à intégrer le gouvernement en 2005 comme parti de l'opposition.

Mais le Hezbollah ne peut être considéré indépendamment de son lien avec la Syrie (en guerre avec Israël depuis sa création en 1948), et surtout avec l'Iran, qui le finance et dont il est considéré comme le bras armé dans la région. Iran dont le président Ahmadinejad s'oppose officiellement à l'existence de l'Etat d'Israël. Aujourd'hui, le retour de l'armée libanaise dans le sud du Liban gêne certainement

la liberté d'action des plus radicaux, donc a fortiori le réarmement du Hezbollah. Mais rien ne permet d'affirmer qu'il l'empêche totalement.

« La situation actuelle entre Liban et Israël est aussi stable que possible, selon le professeur Frédéric Encel, directeur de recherche à l'Institut français de géopolitique, auteur de l'Atlas géopolitique d'Israël – aspects d'une démocratie en guerre. Pour autant, la Finul ne peut agir que dans sa zone de responsabilité, et les



Soldats des Forces armées libanaises et de la Finul patrouillant le long de la Ligne bleue.

armes destinées au Hezbollah peuvent très bien transiter par la frontière nord avec la Syrie. D'après des sources israéliennes, le Hezbollah aurait déjà retrouvé son potentiel d'armement. »

Hezbollah qui, en fin de compte, joue sur deux tableaux, en s'impliquant à la fois à

La Quick Reaction Force, fer de lance de la Finul

La QRF est une composante du groupement tactique interarmes GTIA français déployées au Sud-Liban dans le cadre de la Finul renforcée. Véritable fer de lance blindé de la Finul, directement aux ordres du commandant de la force, la QRF est en mesure de se déployer en moins de 4 heures sur l'ensemble de l'aire de responsabilité de la Force.

Elle dispose d'une composante manœuvre, avec 13 chars Leclerc et une section de reconnaissance ; et d'une composante appui, avec 4 canons automoteurs AUF1 de 155 mm, 3 radars de contreatterie Cobra et une section sol-air de 6 Mistral.

La QRF participe à la sécurité générale et au dispositif de dissuasion le long de la frontière avec Israël, par des patrouilles de chars Leclerc. En cas de crise, elle serait le moyen principal de réaction et de coercition de la Finul, grâce à sa mobilité, la puissance de feu de ses chars, ainsi que la précision de tir de ses canons d'artillerie AUF1.

l'intérieur, comme parti politique libanais, et à l'extérieur, en tant que bras armé des pays voisins. « En cas de nouvelle montée aux extrêmes dans la région, le Hezbollah serait à coup sûr utilisé par l'Iran, affirme Frédéric Encel. De même que si le cessez-le-feu aboutit un jour, il sera de toute façon lié à l'Iran. »

L'année 2009 marquera un tournant dans l'histoire du Proche-Orient. En février ont lieu les élections législatives en Israël, et en juin les élections parlementaires au Liban, ainsi que les élections présidentielles en Iran. Le Liban a toujours été le terrain où se jouent les luttes d'influence des puissances voisines, qui, successivement, profitent de ses faiblesses. Alors certes, la Finul offre une réelle opportunité d'ouverture au dialogue politique, mais pour l'heure, l'incertitude est toujours de mise, et l'équilibre reste fragile dans la région, comme le prouve le nouveau conflit qui vient d'éclater à Gaza. Finalement, à ce jour, le seul point sur lequel toutes les parties s'accordent vraiment, c'est qu'au Proche-Orient, il ne faut jamais être trop affirmatif, car seul l'imprévu est certain.

Cynthia Glock



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, s'est rendu sur le site du 2^e Régiment de Hussards (2^e RH), à Sourdun (Seine-et-Marne), le 20 janvier 2009, afin de se faire présenter les mesures de restructuration concernant cette unité, qui sera transférée à Haguenau (Bas-Rhin) dans le courant de l'année.

Il était notamment accompagné d'Hervé Morin, ministre de la Défense, de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, ainsi que du général Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Après avoir rendu les Honneurs au président, les militaires du 2^e RH ont pré-

senté leurs métiers et leur spécialité : le renseignement humain. Nicolas Sarkozy s'est ensuite rendu à Provins, pour une table ronde sur l'accompagnement des restructurations de Défense, en présence de plusieurs élus locaux. L'occasion pour le président de la République, chef des armées, de « rendre hommage à nos militaires qui



Le Président à Sourdun

Nicolas Sarkozy, chef des armées s'est rendu en Seine-et-Marne où est basé le 2^e Régiment de Hussards spécialisé dans le renseignement. Cette unité sera bientôt transférée à Haguenau dans le cadre de la nouvelle carte militaire.

savent s'adapter de façon exceptionnelle». Conformément aux engagements pris par le Gouvernement, le site du 2^e RH accueillera de nouvelles activités. L'emprise avec certains de ses bâtiments sera en effet partagée pour accueillir des agents du Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (Setra), qui dépend du ministère

du développement durable, ainsi qu'un internat d'« excellence ».

Le 2^e RH est une des premières unités à être transférées, dans le cadre de la nouvelle réorganisation territoriale, qui s'appuiera sur un réseau de bases de Défense. Ce régiment rejoindra ainsi d'autres unités spécialisées dans le renseignement : les 44^e et 54^e régiments de

transmissions, le Groupement de recueil de l'information et l'état-major de la brigade de renseignement de l'armée de terre. Un rapprochement géographique qui permettra ainsi de mutualiser les moyens d'administration et de soutien, mais également d'améliorer la préparation opérationnelle des forces. ■

Linda Verhaeghe

Général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées

"La mise en place des bases de défense se fera avec un esprit de laboratoire"

Le chef d'état-major des armées (CEMA) a réuni au mois de décembre l'ensemble de la presse institutionnelle des armées pour expliquer la mise en place de onze bases de défense expérimentales au 1^{er} janvier 2009. Le général Jean-Louis Georgelin se veut avant tout pragmatique et déterminé.

Pouvez-vous rappeler ce qu'est le concept de base de défense ?

La base de défense (BdD) consiste dans le regroupement, sur une aire géographique donnée, des soutiens de l'ensemble des formations du ministère de la Défense situées dans un rayon de 30 kilomètres.

Ceci dans un double but : d'abord mutualiser les moyens pour éviter les doublons quand les armées et les services ont des matériels communs. Ensuite, réduire les coûts de soutien de l'administration générale de nos armées, et participer ainsi à la réduction de la dépense publique. Onze

BdD expérimentales seront mises en place cette année. À partir de 2010, 70 bases de défense seront déployées, pour atteindre un total d'environ 80 bases de défense en 2014.

Il faut d'abord garder à l'esprit que la finalité du ministère de la Défense est que nous



MÉLANIE DENNIEL / MARINE NATIONALE

dispositions d'armées bien encadrées, bien instruites, bien équipées, bien gérées de sorte que leur emploi opérationnel soit le meilleur et le plus efficace possible. La finalité des BdD est que la projection de nos forces soit la plus efficace possible y compris dans les fonctions dites de soutien. La vision d'une armée réduite aux seuls servants des armes serait une grave erreur.

Comment avez-vous choisi les bases expérimentales ?

Elles sont représentatives des différents cas de figure prévus, de la plus petite à la plus grande base (jusqu'à 18 000 personnes à Brest). Les périmètres géographiques sont variés et vont d'unités concentrées en un site unique ou réparties dans un rayon de

plusieurs dizaines de kilomètres. Certaines accueillent des unités des trois armées, d'autres ont une forte dominante terre, air ou marine. Il fallait aussi expérimenter la question de l'administration générale des bases françaises hors de métropole. Nous avons choisi Djibouti, plutôt qu'une base située dans les départements et collectivités d'Outre-mer (DOM-COM), d'une part, parce que c'est la base française la plus importante à l'extérieur – elle accueille 2 700 militaires avec les composantes de chacune des trois armées –, d'autre part parce que la situation des unités dans les départements d'Outre-mer et en métropole est très comparable.

De quelle façon l'état-major des armées (EMA) suivra-t-il l'évolution des BdD ?

L'expérimentation est placée sous la responsabilité du général de corps d'armée Jean-Pierre Bansard, qui est le sous-chef « Organisation » de l'EMA. Il a suivi l'élaboration du concept de base de défense l'année dernière et vient de prendre ses fonctions de Commandant interarmées du soutien (Comias), même si cette structure ne sera pas mise en place avant l'été prochain. Le futur soutien interarmées comprendra, à terme, 40 000 personnes. La création de cette chaîne interarmées

du soutien est un projet ambitieux qui passe par le renoncement de certaines formations à leur mode de fonctionnement traditionnel. Les métiers du soutien seront concentrés au niveau des BdD. Les régiments n'auront, par exemple, plus à assurer le soutien de leurs unités et pourront recentrer leurs activités sur leur cœur de métier. J'ajoute que tout le monde s'accorde pour dire qu'un niveau intermédiaire sera nécessaire. La forme qu'il prendra sera définie à l'issue de cette expérimentation. Par exemple, les régions « terre » assurent une fonction très importante dans la gestion du personnel civil au niveau interarmées. Cette fonction-là, nous en aurons besoin. L'esprit de la réforme est que l'ensemble soit interarmées.

Sur quels critères les commandants de BdD ont-ils été choisis ?

Le choix s'est tourné vers ceux ayant déjà exercé une responsabilité opérationnelle. Il me paraît extrêmement important que les décisions prises le soient par quelqu'un qui ait une connaissance de ces questions-là. Nous ne sommes pas simplement dans le domaine administratif. C'est la raison pour laquelle les BdD sont placées sous la responsabilité du CEMA, via le Comias. Les commandants de BdD doivent avoir une légitimité opérationnelle vis-à-vis des unités situées sur l'aire géographique de leur base. Il n'est donc pas envisagé qu'un personnel civil devienne commandant de base de défense. Je précise qu'il n'est pas exclu qu'un commandant de BdD, dans certains cas particuliers, soit aussi le Délégué militaire départemental (DMD)*. Mais ce ne sera pas systématique.

Vous les avez reçus au mois de novembre. Quel message leur avez-vous adressé ?

Je leur ai dit qu'il fallait se lancer résolument dans l'aventure. Le principe des bases de défense n'est pas négociable. Il a été décidé dans la Révision générale des politiques publiques (RGPP) avec, j'insiste, le concours des armées. Cela n'a pas été imposé de l'extérieur. Je leur ai dit qu'ils passaient un contrat de loyauté avec moi

“La finalité des bases de défense est que la projection de nos forces soit la plus efficace possible y compris dans les fonctions dites de soutien”

pour que cette expérimentation réussisse. Je me suis engagé à leur donner un cadre de travail clair, qui a été établi en liaison avec les services du ministre et approuvé par ce dernier. Nous devons, ensemble, à partir de ces bases-là, inventer le système qui soit le plus efficace possible à moindre coût. Je n'exclus pas que nous soyons amenés à changer quelque chose qui marche bien pour autre chose qui fonctionnera mieux mais un peu plus tard. Il faut savoir l'accepter. J'ai beaucoup insisté sur la créativité et l'imagination. J'ai récemment demandé aux généraux exerçant des commandements sur l'ensemble de nos forces d'aller sur le terrain pour parler avec nos soldats, sous-officiers et officiers et les



Le 12 décembre 2008, le général d'armée Georgelin a rencontré les principaux responsables de la base de défense de Brest. Lancée officiellement le 1^{er} janvier 2009, c'est la plus importante des onze bases de défense expérimentales : elle regroupe 18 000 personnes civiles et militaires.



SERGENT PAGES / EMA.COM

“Les clés de la réussite de cette réforme : aller de l'avant, avoir la volonté de mettre sur pied quelque chose qui soit plus efficace en coûtant moins cher, être solidaire, afin que la France dispose d'une armée opérationnelle.”

► faire adhérer à cette nouvelle conception des choses. Car c'est une véritable rupture dans nos méthodes. Je leur ai dit que nous sommes ensemble dans un laboratoire pour trouver les meilleurs dosages.

Les retours d'expérience peuvent-ils amener à décaler l'agenda de la mise en place de l'ensemble des bases de défense ?

À partir du moment où il y a une expérimentation, nous devons loyalement accepter toutes les hypothèses. Tout doit être mis en œuvre pour qu'à la fin de cette phase, nous puissions tirer les enseignements nécessaires, de manière à lancer la phase suivante, qui sera la mise en place de la totalité des BdD, dont un certain nombre de BdD «pilotes» car nous n'arriverons pas du premier coup au modèle final.

Percevez-vous des inquiétudes émanant du personnel à propos des restructurations ?

C'est vrai, les gens sont inquiets. Mais je vais beaucoup dans les unités. J'en ressors toujours plus optimiste que lorsque je suis dans mon bureau, à Paris, parce que je trouve les gens motivés et désireux

d'aller vers un certain changement. Cela ne gomme naturellement pas toutes leurs inquiétudes. Nous devons nous débarrasser d'un certain nombre de comportements du passé et bien prendre conscience que nous appartenons certes à la marine, à l'armée de l'air ou de terre, mais d'abord et avant tout aux armées françaises. Nous allons mettre en œuvre une réforme de très grande ampleur qui bousculera nos habitudes et nos manières de travailler.

Quelle place occupera le personnel civil ?

Il y aura naturellement beaucoup de postes prévus pour le personnel civil. Il appartiendra aux autorités compétentes de faire en sorte que ces postes soient remplis convenablement au regard des besoins du service et des aspirations de chacun. Mais cette réflexion-là ne doit en aucun cas remettre en cause la finalité opérationnelle des armées. Nous devons donc reconnaître la compétence et les qualités du personnel civil, en même temps, il appartient à celui-ci de participer à l'effort général. Nous sommes ici dans le même cas que la restructuration des autres administrations de l'État. De manière générale,

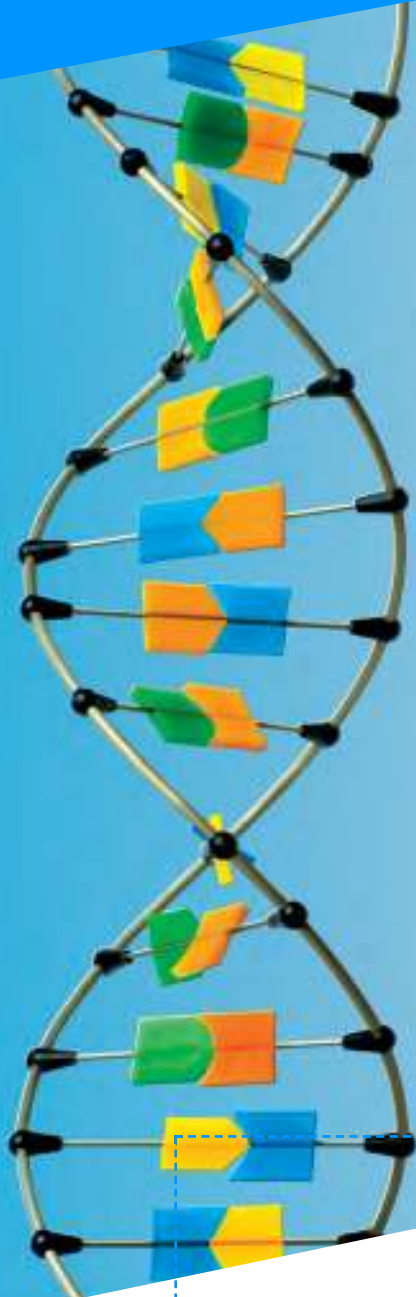
la mise en place des bases de défense nécessitera une grande attention à notre politique de gestion des ressources humaines, militaires et civiles.

Quelles sont, à votre avis, les clés de la réussite de cette réforme ?

Premièrement, aller résolument de l'avant. Deuxièmement, entrer dans cette réforme avec un esprit de laboratoire et la volonté de mettre sur pied quelque chose qui soit plus efficace et qui coûte moins cher. Nous n'avons pas la solution d'emblée. Troisièmement, cohésion et solidarité. Il faut qu'entre les trois armées et les services du ministère règne une grande solidarité dans la réalisation de ce vaste projet au service d'un but qui, je le rappelle, est de faire en sorte que la France dispose d'armées les plus efficaces et les plus opérationnelles possibles. ■

**Propos recueillis par
le chef d'escadron O. Destefanis
et Julien Fouineau**

** Le Délégué militaire départemental (DMD) est le conseiller militaire du préfet de département. Il représente également l'officier général de zone de défense (OGZD) dans son département.*



Créateur de liens... ... c'est dans notre ADN !

La Banque
Fédérale
Mutualiste (BFM)
est la Banque
des Agents
de la Fonction
publique et du
Service public

Conjuguer les valeurs mutualistes et la performance d'un service bancaire de grande qualité.

Créer des liens durables entre les Mutuelles de la Fonction publique qui sont à l'origine de notre création, et un partenaire bancaire de premier plan, la Société Générale.

Accueillir tous les hommes et les femmes, Agents de la Fonction publique et du Service public **pour construire ensemble un avenir plus solidaire !**

écofil 0 821 222 500
0,118 EUR TTC / min depuis un poste fixe
en France métropolitaine

à votre disposition du lundi au samedi
de 9h à 18h sans interruption

Banque Fédérale Mutualiste

Société coopérative de banque au capital de 65.983.730,50 € - RCS Créteil B 326 127 784 - N° ORIAS 08 041 372

1, Place des Marseillais - 94227 Charenton-le-Pont cedex



BANQUE FÉDÉRALE MUTUALISTE

PROFESSION BANQUIER
VOCATION SOLIDARITÉ

www.bfm.fr



PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Risques en zone de conflit :

des journalistes sensibilisés par des militaires

Trois journalistes casqués, silhouettes carrées dans leur gilet pare-éclats, avancent voûtés, collés derrière un véhicule blindé léger de l'armée française. L'un d'entre eux porte une caméra. Trois soldats français les protègent, fusil d'assaut en joue, scrutant chaque embrasure de porte, chaque fenêtre, chaque bord de toiture. Une grenade éclate devant le blindé, des coups de feu crépitent... « Go, go, go! », ordonne le chef de section aux journalistes, désignant du doigt une porte ouverte à quelques mètres d'eux. Les journalis-

Quinze journalistes de l'Union européenne ont participé en décembre dernier au stage de sensibilisation aux risques en zone de combats, organisé par le Centre national d'entraînement commando.

tes se précipitent dans le bâtiment. C'est un cul-de-sac! Une grande salle avec pour seule issue un vaste conduit d'aération. Ils grimpent à l'intérieur du conduit, avec rage, le souffle court, les trois mètres qui les séparent du toit. « Plus vite! », presse un militaire qui assure leurs arrières. La scène s'est déroulée au fort Béart, à quelques kilomètres de Collioure, sur la côte des Pyrénées-Orientales. Déjà, le capitaine Christophe Froment, instructeur au Centre national d'entraînement commando (CNEC), débrieife sur un téléviseur l'exercice d'« extraction de ressortissants en milieu



Présentation par un spécialiste du CNEC des différents types de mines et de pièges que les journalistes sont susceptibles de rencontrer dans un pays touché par un conflit armé.

Charte et sécurité

urbain » auquel viennent de se livrer les journalistes. Il encadre leur stage de sensibilisation aux risques en zone de conflit. Deux sessions sont organisées tous les ans. Cette année – à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne –, les quinze journalistes venus se former du 7 au 12 décembre viennent de plusieurs États membres. La plupart couvrent régulièrement l'actualité dans des territoires en guerre pour la presse de leur pays.

L'objectif de ce stage est de leur apprendre à mieux déceler les dangers en zone de conflit et s'en protéger le mieux possible. Il est aussi de les former à travailler au contact des militaires lorsqu'ils sont « embeded », c'est-à-dire lorsqu'ils accompagnent des unités combattantes sur le terrain. Enfin, la formation a pour but de travailler la gestion du stress et la confiance en soi pour se sortir de situations délicates.

Les stagiaires passent la moitié de la semaine au fort de Mont-Louis, à 1 600 mètres d'altitude, au cœur du massif pyrénéen. L'autre moitié au

Le nombre de reporters tués depuis dix ans sur les zones de conflits ne cesse d'augmenter. En mars 2002, une charte sur la sécurité des journalistes, élaborée par Reporters sans frontières, a été signée entre autres par l'Unesco, le Conseil de l'Europe, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense français, et plusieurs syndicats de journalistes. De nombreux médias l'ont adoptée. Son article 4 précise que « les rédactions doivent informer et faciliter l'accès de leurs journalistes à des préparations spécifiques (...) pour faire face aux dangers en zone de conflit ou de tensions ». En France, la Défense propose ce type de stage depuis 1993. D'autres organismes comme La Croix Rouge en organisent également.

fort de Collioure, sur la côte. Ils perçoivent un paquetage dès leur arrivée, contenant un équipement contre le froid, le vent, parfois la neige. L'emploi du temps ne leur est jamais communiqué pour augmenter l'état de stress. Les exercices alternent théorie et démonstrations pratiques : « *Nous leur montrons par exemple l'effet des armes et les meilleures façons de s'en protéger*, explique le lieutenant-colonel Pascal Lécivain, directeur général de la formation au CNEC. *Si ça tire, vaut-il mieux se cacher derrière un arbre, un mur, une voiture, des sacs de sable ? Nous leur montrons aussi la puissance des explosifs, nous abordons les effets du blast [onde de choc d'une explosion], etc.* »

Toutes les recommandations de base sur ce qu'un journaliste est amené à rencontrer en zone de guerre sont abordées par des spécialistes du CNEC, y compris les indices de la présence de mines, pièges et autres engins abandonnés sur un théâtre. « *Je fais ce métier depuis quatorze ans*, affirme Gervais Nitcheu, journaliste pour RFO



Les exercices alternent théorie et pratique où la préparation physique et la gestion du stress tiennent une grande part.

Ci-dessus : progression de journalistes protégés par des militaires.

Ci-dessous : parcours d'audace sur paroi pour éprouver la résistance d'une stagiaire.



► et France 24. *Je croyais être conscient des dangers auxquels j'étais confronté sur le terrain. Ce stage me prouve que j'avais tort.* » Cours sur la conduite à tenir lors d'une prise d'otages et mise en situation ne sont pas négligés. Cette menace est la nouvelle hantise des journalistes. « Dans l'ensemble, j'ai appris un tas de petites choses qui feront que lorsque je retournerai sur une zone de conflit, je serai plus serein », confie Éric Declémy, journaliste pour M6, qui a plusieurs fois couvert l'Afghanistan.

L'importance de la préparation physique et mentale est l'autre leçon marquante du stage. Au fort de Mont-Louis, les journalistes sont mis à l'épreuve sur des « parcours d'audace », avec toutes sortes de franchissements vertigineux, sur câbles, poutres, parois... « Imaginez que vous vous trouviez à l'hôtel Taj-Mahal, à Bombay, lorsque les terroristes l'ont pris d'assaut, argumente devant les stagiaires le lieutenant-colonel Lécivain, et que toute retraite soit impossible car les escaliers sont en feu. Ce que vous apprenez ici, c'est que d'autres moyens de fuir sont à votre portée : câbles, tuyaux, gouttières, etc. Cela n'est pas sans risque, mais peut vous sauver la vie. »

L'occasion est aussi donnée aux stagiaires de travailler sur la confiance en soi et sur la gestion du stress. Leïla Popal, journaliste pour la presse allemande, le reconnaît : « Je n'aurais jamais

pensé être capable de franchir tous ces obstacles. J'espère n'avoir pas à le refaire, mais si la situation l'exigeait, je n'oublierais pas ce que j'ai fait ici. ». « Nos capacités sont mises à l'épreuve, explique Jure Brankovic, journaliste pour une télévision privée slovène. Nous dormons peu, nous mangeons peu, et cela nous aide à voir comment notre organisme réagit dans une situation extrême. » « Dans le feu de l'action et le stress d'une situation de guerre, franchir rapidement un obstacle est bien plus difficile à faire qu'en temps normal », réalise Reda Hofmanaite, journaliste pour la télévision publique lituanienne. Aguerries ou jeunes reporters, les journalistes repartent tous du stage avec la conviction que travailler sur une zone de conflit ne s'improvise pas. « Même s'il ne s'agit que d'exercices, ils sont plutôt réalistes, reconnaît Édouard Launet, journaliste à Libération. L'étape suivante, c'est l'expérience, et elle ne s'acquiert que sur le terrain. »

Yann Brand

VOIR SUR LE NET

La vidéo de ce reportage sur :
www.defense.gouv.fr/defense/webtv
rubrique : vie du ministère

Toutes les solutions du GMPA

L'accompagnement et la protection de toute une vie

Prévoyance

Assurances

Épargne

Immobilier

Le GMPA vous propose une **gamme étendue de garanties spécialement étudiées** pour vous accompagner à toutes les étapes de votre vie.

Des solutions de Prévoyance adaptées à chacun

Parce que les besoins de protection varient en fonction de l'âge, de la situation familiale et du métier, le GMPA a conçu **des solutions spécifiques** (JUNIOR, CAPIC, PREFEA) déclinées pour les militaires, les gendarmes, les policiers, les sapeurs-pompiers et les réservistes.

Des garanties supplémentaires **propres à votre spécialité** vous sont également proposées, de même que la possibilité de souscrire un contrat de prévoyance **pour votre conjoint et vos enfants**.

L'offre Dépendance GMPA permet à chacun d'assurer son autonomie tout en protégeant ses proches :

- des prestations graduées en fonction de l'état de dépendance,
- un capital en cas de décès sans dépendance.

Des produits d'assurance auto et habitation

Une offre immobilière globale

- des assurances à taux préférentiels pour couvrir vos prêts immobiliers,
- une caution immobilière pour garantir votre prêt,
- une offre de prêts souple et complète pouvant aller jusqu'à 100 % de la valeur d'acquisition.

Des services financiers de préparation à la retraite...

... et un conseiller qui vous connaît bien à vos côtés.



La Prévoyance des forces de défense et de sécurité

01 58 85 04 00 www.gmpa.asso.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
Adresser au : GMPA - Tour Neptune - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____
Situation de famille : _____
Adhérent GMPA n° (éventuellement) : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur :

- | | |
|---|--|
| ☐ Décès invalidité | ☐ Perte de solde |
| ☐ Dépendance | ☐ Protection enfant |
| ☐ Offre immobilière globale | ☐ Épargne retraite |
| ☐ Assurance auto, habitation | ☐ Spécial Réserviste |
| | ☐ Autres garanties GMPA |

Je vous remercie :

- ☐ de m'adresser une documentation par courrier
☐ de me contacter par téléphone : _____

Corée 1950 : la g



1 400 volontaires se sont engagés, en 1950, dans le Bataillon français de l'Onu pour soutenir la Corée du Sud contre l'agression de son voisin du Nord. Hommage leur était rendu, en décembre, par leurs camarades et Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants.



« **D**es trois guerres auxquelles j'ai participé, la Corée fut la plus terrible, confie René Bordeneuve, vétéran du Bataillon français de l'Organisation des Nations unies (BF-Onu) en Corée. Les livres d'histoire parlent de la guerre d'Indochine ou de celle d'Algérie. Peu nombreux sont ceux qui racontent l'implication de la France dans la guerre de Corée... » C'est pour se souvenir de cette guerre oubliée et rendre hommage à la mémoire de leurs camarades tombés lors de ce conflit qu'une quarantaine d'anciens combattants du BF-Onu s'est rendue au Pays du Matin calme, début décem-

bre, à l'invitation du secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Jean-Marie Bockel. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Corée est divisée en deux zones d'influence, de part et d'autre du 38^e parallèle. Au nord, un gouvernement communiste, au sud un gouvernement pro-occidental. Le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes, soutenues par la Chine, franchissent le 38^e parallèle par surprise et s'emparent de la capitale du Sud, Séoul. C'est le début de la guerre de Corée, à laquelle prend part la France, sous l'égide de l'Onu, avec un bataillon de 1 400 volontaires. Arrivés à Pusan, en Corée

Guerre oubliée



PHOTOS : JÉRÔME SALLE / ECPAD

du Sud, le 29 novembre 1950, les Français sont placés sous le contrôle opérationnel de la 2^e division d'infanterie de l'armée des États-Unis.

Ces volontaires pour « combattre le totalitarisme et le communisme » dans ce pays lointain ont une vingtaine d'années en moyenne. « Je me suis engagé pour la Corée car je voulais défendre les droits de l'Homme », se souvient Robert Breuil. Les Américains nous avaient libérés en 45. C'était notre rôle que d'aller délivrer les Sud-Coréens du totalitarisme », poursuit l'ancien combattant.

Arrivés en plein hiver, les hommes souffrent du froid. « Il faisait - 30°. Un caporal-chef, dont j'ai

Une quarantaine de vétérans étaient présents, le 10 décembre dernier au monument d'Arrow Head, près de Séoul.

oublié le nom, avait perdu ses gants. Quand il lui a fallu reprendre sa mitrailleuse pour tirer, en quelques minutes à peine, ses doigts ont gelé au contact de l'arme et y sont restés collés ! », se rappelle Gérard Journet. Les températures négatives empêchaient les armes de bien fonctionner : « À cause du froid, nous étions obligés de les dégraisser totalement. L'huile et la graisse bloquaient les culasses », raconte Michel Rossi (1).

Baïonnette au canon

Les premiers temps, les Français ont dû faire leurs preuves auprès de leurs frères d'armes d'outre-►

Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants

Quelle a été la contribution du bataillon français dans cette guerre un peu oubliée de nos compatriotes ?

Le 25 août 1950, le gouvernement français décidait l'envoi d'un bataillon formant corps par engagement de volontaires pour la Corée. Le bataillon français de l'Onu (BF-Onu) formé de volontaires venus de la métropole et de l'Union française, débarquait à Pusan le 29 novembre 1950. Cette unité constituait les Forces terrestres françaises de l'Onu, dont le commandement était assuré par le prestigieux général de corps d'armée Magrin Vermeret, dit Monclar. Avec ses 3763 officiers et soldats, le BFONU, qui fut de tous les combats (notamment la bataille de Crèvecoeur), s'est illustré vaillamment au côté des 21 autres nations engagées pour résister à la pression de la Corée du Nord. Si le bilan des opérations est éloquent en termes de chiffres : 280 morts, dont 17 Coréens, 1 350 blessés, 12 prisonniers et 7 portés disparus, l'importance de la participation française à ce conflit continue d'éclairer en profondeur la relation entre nos deux États. Pour ma part, j'ai pu noter, dans de nombreux contacts et



échanges que j'ai eus avec les représentants du monde politique et de défense coréenne, le souvenir tenace de l'engagement de la France aux côtés des Coréens entre 1950-1953.

Entre célébration de la mémoire d'un monde bipolaire disparu et actualité du partenariat entre France et Corée du Sud, comment définissez-vous aujourd'hui cette relation bilatérale ?

La Corée du Sud est notre troisième partenaire commercial en Asie. La France est le quatrième investisseur étranger en Corée, avec environ

160 entreprises présentes dont le chiffre d'affaires cumulé dépasse 7 milliards d'euros. Cette relation bilatérale prend plus de densité encore, si on évoque les enjeux de stabilité et de sécurité en Asie du Nord-Est, notamment par le renforcement des perspectives de coopération industrielle dans le domaine de la défense et le dialogue stratégique annuel entre ministères de la Défense, en particulier, en matière de formation des officiers. S'ajoute à cela, la volonté commune d'intensifier la coopération culturelle, scientifique, universitaire et technique.

Enfin, concernant la partition de la péninsule coréenne, la France, par la qualité des liens tissés avec la Corée du Sud, peut, non sans une certaine prudence, appuyer un processus de réunification planifié et maîtrisé afin d'avancer dans le sens d'un règlement de la crise nucléaire nord-coréenne.

Les points évoqués ci-dessus illustrent, à mon sens, la vitalité de la relation bilatérale entre nos deux pays ; une vitalité que confirme la présence de 1 695 Français recensés auprès de l'ambassade de France à Séoul au 1^{er} décembre 2008.

► Atlantique. « *Quand nous sommes arrivés là-bas, les Américains se méfiaient de nous à cause de la défaite de 40* », explique Gérard Journet, trois fois blessé en Corée. Puis, il y eut la bataille de Wonju, où les Français chargent baïonnette au canon et stoppent l'élan chinois. Cet épisode a un fort retentissement, et les Français reconquirent l'estime de leurs camarades américains. D'autres batailles suivent, plus terribles et meurtrières les unes que les autres... Twins Tunnels, Chipyeong-Ni, la Cote 1037, Putchaetul, Crèvecoeur, T Bone, Arrow Head... En juin 1953, à la signature de l'armistice, le bataillon compte 263 tués (2), 1 350 blessés, 7 portés disparus, dans les rangs français. Au fil des relèves successives, plus de 3 000 Français ont combattu en Corée. Réunis à la cérémonie du monument d'Arrow Head, les vétérans du BF-Onu laissent paraître leur émotion. C'est dans cette plaine qui ferme la route de Séoul que, en octobre 1952, l'armée chinoise lança sa dernière grande offensive. Le 6, un déluge de feu s'abat sur les positions françaises : plus de 25 000 obus en vingt-quatre heures. « *Un orage d'acier s'est acharné sur nos positions. Ce jour-là, j'ai compris ce qu'avaient pu vivre les soldats de Verdun*, se souvient Robert Breuil. *À bout de munitions, on s'est battu*



C. BOBERA / DICOD

“Ce jour-là, j'ai compris ce qu'avaient pu vivre les soldats de Verdun.”

à l'arme blanche et à coups de pelle. Ces combats furent d'une violence inouïe et sanglante. La guerre, ce n'est pas humain, c'est une barbarie. » Face à la colline d'Arrow Head, Michel Oswald et Colon Garcia se remémorent cette terrible bataille. « *J'étais sergent, observateur de tir de mortier. J'avais avec moi un petit gars qui servait de radio. Un demi-siècle plus tard, mon radio, le voilà !*, dit-il en désignant Colon Garcia. C'est la même équipe qui revient presque au complet sur le terrain cinquante-quatre ans après. C'est extraordinaire ! » Devant le monument d'Arrow Head, Jean-Marie Bockel a rendu hommage « *au courage des hommes qui prirent part aux combats de la guerre de Corée et rendu justice à leur engagement*. » De leur côté, les autorités sud-coréennes ont exprimé leur plus profond respect au Bataillon français de Corée. « *Nous n'oublions jamais votre sacrifice, c'est grâce à votre courage que la Corée du Sud est devenue un pays libre et connaît aujourd'hui paix et prospérité. Nous ne vous remercierons jamais assez.* » ■

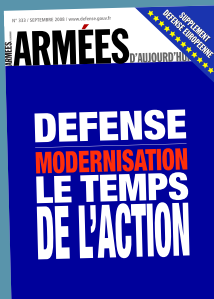
Carine Bobbera

(1) Avoir vingt ans à Chipyeong-Ni, Michel Rossi, éd. Remicom.

(2) Auquel il faut ajouter 17 Coréens faisant partie du bataillon.



Pour être au cœur de la défense




Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°s)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°s)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :
ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 52 68

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

Militaires des



**Une poignée
de volontaires
partent pour un an
sur les bases
scientifiques
des Terres australes
françaises.
La dernière relève
était en
août 2008...**

Cap au sud : cela fait cinq jours que le *Marion Dufresne* a quitté l'île de la Réunion en cette fin août 2008. À bord de ce navire de 120 mètres de long, une soixantaine d'hommes et de femmes partent pour les archipels des Terres australes et antarctiques françaises (Taaf) de Crozet, Kerguelen et Saint-Paul & Amsterdam. Ils vont relever ceux qui comme eux, se sont portés volontaires il y a un an. La moitié sont des militaires. « *Cette mission, c'est l'occasion unique de fouler ces terres mythiques* », s'enthousiasme le caporal-chef Toni Alves. C'est son premier séjour

dans les Taaf, comme pour la plupart de ses collègues avec qui il va assurer le soutien des scientifiques travaillant sur place. De nombreux programmes de recherche, sélectionnés par l'Institut Paul-Émile Victor (IPEV), sur la faune, la flore et les milieux aquatiques de ces latitudes s'y déroulent. Météo France y a également une antenne qui effectue des mesures et le Centre national d'études spatiales (CNES) possède une station radar aux Kerguelen utilisée pour la mise en orbite des satellites lancés depuis Kourou, en Guyane. Au fur et à mesure d'une « tournée » des bases qui dure quatre semaines, le bateau dépose les



antipodes

arrivants et ramène à la civilisation ceux qui viennent d'y « hiverner » pendant un an. La brume glacée de l'hiver austral enveloppe le Marion Dufresne. La température n'excède pas les 4°C. Soudain, les falaises noires et ruisselantes de l'île de la Possession, à Crozet, apparaissent : c'est la première escale. Tout le monde se presse sur le pont pour découvrir ces terres volcaniques et sauvages en plein océan Indien dans ce que les marins appellent les 40° rugissants. Par ces latitudes, les tempêtes succèdent aux tempêtes. Le vent froid souffle souvent à 150 km/h, avec des pointes de plus de 200 km/h. Il est si fort et si ►

Notre-dame du vent veille, depuis la plage de la base de Port-aux-Français, aux Kerguelen, sur l'arrivée du Marion Dufresne dans la baie de l'aurore australe.

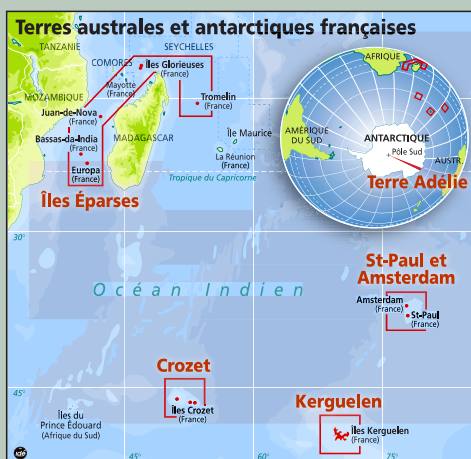
PHOTOS : YANN BRAND / DICOD

Des îles Glorieuses à la terre Adélie

Les Terres australes et antarctiques françaises (Taaf), collectivité d'outre-mer créée par la loi du 6 août 1955 abrogeant le décret de 1924 qui rattachait alors ces terres au gouvernement général de Madagascar, possèdent l'autonomie administrative et financière. Les Taaf regroupent l'archipel de Crozet, l'archipel des Kerguelen, les îles Saint-Paul et Amsterdam, la terre Adélie et les îles Éparses (depuis le 21 février 2007), elles-mêmes constituées des îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India dans le canal du Mozambique et Tromelin au nord de la Réunion.

L'ensemble de ces terres procure à la France une Zone Economique Exclusive (ZEE) de plus de 2 500 000 de km², riches en ressources marines.

(Sources Taaf)



► violent qu'aucun arbre ne pousse. Quant à la pluie, elle est aussi fréquente qu'abondante, et la pluviométrie atteint jusqu'à 2 500 mm par an. Le bateau mouille en face de l'île. L'hélicoptère décolle du pont pour déposer en premier le courrier. C'est la tradition. Puis le marathon du débarquement commence. Il durera au minimum deux jours. Les vivres et le gros matériel sont acheminés à terre par un gros radeau gonflable qu'une vedette remorque et échoue sur la plage. Jusqu'aux dernières heures du troisième jour, les partants transmettent les consignes au pas de course. « Ici, c'est le vent qui fixe ton planning, explique à son remplaçant l'adjudant-chef Serge Greco, responsable des infrastructures. Peu importe ce que tu es en train de faire à l'intérieur, tu passes vite sur le chantier extérieur dès que la météo se calme. »

L'administration des Taaf fait appel aux militaires pour organiser la vie et les bonnes conditions de travail des chercheurs sur les bases depuis leur création, dans les années 50. Tous volontaires, ils sont issus des trois armées. Ils sont sélectionnés pour leur spécialité d'électromécanicien frigoriste, de diéséliste ou de radio. Les marins ont en charge la production d'énergie et sa distribution ; les « terriens » gèrent l'acheminement de l'eau, les approvisionnements, les véhicules et les constructions ; les « aviateurs » sont responsables des transmissions et des réseaux de la base. L'équipe comprend également un médecin, du service de santé des armées (SSA).



« C'est pour nous un véritable atout que d'avoir des militaires sur nos bases, explique Laurent Besnard, directeur des services techniques des Taaf, parce qu'ils sont autonomes dans leur travail. Ils ont à la fois une expérience variée et le sens des responsabilités. Qu'un problème sur-



Tout doit être réglé en trois jours. Ci-dessus : passation de consignes rapides entre ceux qui partent et ceux qui arrivent. À droite : le déchargement du matériel et des vivres se fait par radeau gonflable.



vienne à toute heure, nous savons que nous pouvons compter sur eux. »

À la météo, qui complique le travail des hivernants, s'ajoute l'isolement. Ces archipels du bout du monde sont les dernières terres françaises à ne pouvoir être ralliées que par mer. 3 000 kilomètres les séparent du port le plus proche. Cela représente quatre ou cinq jours de mer dans de bonnes conditions. À la fois paquebot, cargo et



pétrolier des Taaf, le *Marion Dufresne* est le cordon ombilical qui relie les terres subantarctiques françaises à la civilisation, seulement trois ou quatre fois par an. Et cela n'est pas sans conséquences. Un incident anodin en métropole peut devenir dramatique sur ces bases. Mais « l'avantage avec les militaires, c'est qu'ils savent faire des miracles avec peu de choses, assure Laurent Besnard. Avec leur culture du système D, ils trouvent des solutions là où d'autres auraient tendance à baisser les bras. » L'adjudant Fabrice Liegeois, chef de l'atelier mécanique à Crozet, se souvient qu'il y a quelques mois le générateur électrique est tombé en panne : « La pièce cassée était irréparable. Nous avons donc fabriqué une nouvelle pièce avec le meilleur métal que nous possédions : nos propres outils. »

Un autre défi attend les hivernants : la promiscuité. « Lors de la sélection des candidats, nous vérifions s'ils sont émotionnellement stables et sociables à travers plusieurs entretiens et tests psychologiques, précise le Dr Claude Bachelard, responsable du service médical des Terres australes et antarctiques françaises. Ce qui n'empêche pas, de temps en temps, qu'une personne

La tradition veut que la première navette de l'hélicoptère soit pour le courrier.



doive être rapatriée avant le terme de sa mission. » « Celui qui reste rigide dans son comportement, vit rapidement un enfer et se retrouve isolé du groupe, témoigne le maître Yannick Gris, marin à Kerguelen. Il faut conserver sa rigueur militaire dans le travail, mais se montrer souple avec les civils. Même quand ceux-ci n'ont pas le même sens de la discipline... »

La bonne entente est d'autant plus nécessaire que du travail des uns dépend celui des autres. Bien que tous spécialistes, ils sont contraints à la polyvalence : « par nécessité, et parce que les effectifs sont calculés au plus juste et que la mobilisation de tous est réservée aux circonstances exceptionnelles », précise Patrice Rannou, le responsable logistique de la rotation du bateau. Ainsi, lorsque le cargo ravitailleur jette l'ancre devant les bases, les hivernants se font dockers. En cas d'incendie, ils deviennent pompiers. Dès leur arrivée dans les îles, tous, militaires et civils, se forment et s'entraînent ensemble. Avec une règle d'or : ne prendre aucun risque inutile. « S'il y avait un accident de grande ampleur, je ne pourrais pas m'en sortir seul avec mon infirmière, explique le médecin principal Samuel Strehaiano, affecté aux Kerguelen. Je dispose des mêmes moyens que ceux d'un petit hôpital, aussi, je forme des volontaires pour m'assister, le cas échéant, au bloc opératoire. »

Les hommes en mission trouvent ainsi l'occasion d'approcher des domaines qui leur sont habituellement inaccessibles. « C'est très enrichissant, par exemple, de partir assister les jeunes scientifiques sur certaines de leurs expériences, raconte le premier maître Florent Valtrid, électricien aux Kerguelen. Ici tout est sauvage, grandiose. Les animaux se laissent approcher, certains se laissent même toucher. Éléphants de mer, albatros, colonies de manchots nous côtoient sur la base même. »

Autant de souvenirs que les militaires rapportent avec eux... Alors, quand le *Marion Dufresne* lève l'ancre avec à son bord ceux qui rentrent, la plupart se retournent, le cœur serré.

« En quatorze ans de service et beaucoup d'Outre-Mer, cette affectation a été pour moi la meilleure, assure Yannick Gris. L'environnement de ces îles est dur, mais, très loin des contraintes de notre monde moderne, la vie y est finalement si simple... » ■

Yann Brand

ACCIDENT D'UN HÉLICOPTÈRE MILITAIRE FRANÇAIS AU GABON

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, en présence d'Hervé Morin, ministre de la Défense, et du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, a rendu hommage aux militaires décédés des suites de l'accident du Cougar survenu le 17 janvier au large des côtes gabonaises. Au cours d'une cérémonie organisée devant le pavillon d'honneur de l'aéroport d'Orly, les huit hommes : l'adjudant Cyril Michaud, le maréchal des

logis chef Michaël Shigetomi, le maréchal des logis chef Yannick Cheix, les maréchaux des logis chef Gilles Le Maître, et Yoan Rouat, du 13e Régiment de dragons parachutistes de Dieuze, et le chef de bataillon Jean-Noël Guerimand, l'adjudant Bastien Belmas et l'adjudant Vincent Anne, du détachement de l'Aviation légère de l'armée de terre stationné à Libreville, ont été décorés à titre posthume de l'Ordre national du Mérite.



ÉLYSÉE / P. SEGRETTIE



ECPAD

LA DÉFENSE PARTICIPE À LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a choisi le site du constructeur de véhicules militaires Panhard, à Marolles-en-Hurepoix (Essonne), pour évoquer, le 18 décembre, le Plan de relance économique du Gouvernement, dont l'objectif est de soutenir l'activité des entreprises françaises. Ce « volet défense » de la relance privilégie les investissements dans l'équipement des forces. Un crédit supplémen-

taire de 1,4 milliard d'euros est ainsi alloué pour l'accélération de programmes d'armement prévus dans le projet de Loi de programmation militaire 2009-2014 (LPM), mais aussi pour des commandes supplémentaires. 180 millions d'euros seront également investis dans l'effort de recherche. Le ministre de la Défense représente, à lui seul, 10 % du plan de gouvernemental de relance.

AU LIBAN, LES VŒUX DE NICOLAS SARKOZY AUX ARMÉES

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a présenté, ses vœux aux armées, le 6 janvier, sur le camp du bataillon français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) à At Tiri, dans le Sud du pays. Accompagné du ministre de la Défense, Hervé Morin, du secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Jean-Marie Bockel, et du chef d'état-major des armées, le général

Jean-Louis Georgelin, le Président a évoqué la modernisation de la Défense, dans laquelle s'est engagée la France, et a également rendu hommage aux 19 militaires disparus en opérations en 2008. « Être soldat n'est pas un métier comme les autres », a déclaré le Président, rappelant que ces militaires tombés en accomplissant leur devoir n'étaient « pas des victimes, mais des combattants ».



F. MOH / AFP



SGA / DMPA / J. ROBERT

JEAN-MARIE BOCKEL RENCONTRE DES RÉSERVISTES EN MISSION VIGIPIRATE

Dix réservistes du 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes (RCP) de Pamiers (Ariège), en mission Vigipirate en Île-de-France, ont reçu, durant leur patrouille à la gare Montparnasse, le 7 janvier, la visite de Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants. Pendant quinze jours, 58 réservistes du

1^{er} RCP, ont rejoint les 500 militaires d'active déployés en Île-de-France dans le cadre de Vigipirate. « Je suis venu remercier ces réservistes d'avoir assuré la sécurité des Franciliens pour ces fêtes de fin d'année », a expliqué Jean-Marie Bockel. Les réservistes sont un réservoir humain important pour les missions de la Défense ».

HERVÉ MORIN EN AFGHANISTAN POUR LA FIN D'ANNÉE

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a passé le réveillon de la Saint-Sylvestre aux côtés des militaires français déployés en Afghanistan. À minuit, le ministre a procédé avec les soldats au décompte final de la nouvelle année saluée par des tirs de fusées éclairantes. « Dans ma vie, les plus beaux 31 décembre auront été ceux que j'ai partagés avec les troupes. Comme au Tchad, l'an

dernier, il règne ici une fraternité incomparable », a confié le ministre. Plus tôt dans la journée, Hervé Morin s'était rendu seul se recueillir devant le monument aux morts français de la base militaire de Warehouse, à Kaboul. Les soldats avaient reçu précédemment la visite du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées venu fêter Noël en leur compagnie.

DES AVIATEURS HONORÉS PAR L'AÉROCLUB DE FRANCE

Six militaires de l'armée de l'air ont reçu la Grande Médaille d'or de l'aéroclub de France des mains de Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des Transports auprès du ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire. Les six hommes, membres d'équipage d'un hélicoptère EC 725 Caracal, ont récemment servi en Afghanistan. À bord de leur

appareil, le 18 août dernier, ils sont intervenus pour récupérer les combattants de l'armée de terre durant l'engagement contre les rebelles talibans dans la vallée d'Uzbin, qui avait vu tomber 10 soldats français. « Nous prenons cette médaille à titre collectif, pour tous les équipages engagés dans cette opération interalliée et interarmées », a déclaré le commandant de bord, le lieutenant-colonel Celo.



ECPAD



A. JEULAND / SIRPA AIR



EMA

LE GÉNÉRAL GEORDELIN REÇU AU SIÈGE DE L'UNION AFRICAINE

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est rendu, du 14 au 17 janvier, à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, où il a été reçu au siège de l'Union africaine (UA) par Erastus Mwencha, vice-président de la Commission de l'Union africaine. Premier CEMA français à se rendre au siège de l'UA et en Éthiopie, le général Georgelin s'est entretenu avec

le Premier ministre, M. Zenawi, le ministre des Affaires étrangères, M. Mesfin, le ministre de la Défense, M. Fegesa et le CEMA éthiopien, M. Samora. 12 000 militaires français sont actuellement en mission sur le continent africain, ce qui représente 15 % des 80 000 militaires de toutes nationalités déployés par ailleurs dans le cadre d'opérations de maintien de la paix sur le continent.



EMA

DOUBLE ÉCHEC AUX PIRATES

En patrouille dans le sud-ouest du port yéménite d'Al Mukallah, la frégate *Jean de Vienne* reçoit, le 4 janvier, l'appel de détresse « piraterie » du cargo croate *Donat*. Pris en chasse par l'hélicoptère de la frégate française, dix pirates sont interceptés et neutralisés par les commandos marine embarqués. Le *Jean de Vienne* perçoit alors un nouvel appel de détresse lancé par le cargo panaméen *Vulturnus* lui

aussi attaqué. Le *Jean de Vienne* dépêche une nouvelle fois son hélicoptère qui dissuade les pirates. Pistés par un avion de patrouille maritime espagnol, ceux-ci sont finalement interceptés par les marins français. Basé à Toulon, qu'il a quitté à la mi-novembre, le *Jean de Vienne* a par ailleurs escorté une vingtaine de bâtiments de commerce depuis son arrivée dans le golfe d'Aden.

EQUIPEMENT des forces

Pour remplir leurs missions, les forces armées ont besoin de réactualiser leurs matériels en fonction de l'évolution des menaces. Entre nécessités opérationnelles et contraintes budgétaires, la Défense doit trouver le meilleur équilibre. Ce dossier vous présente les différents processus mis en œuvre pour atteindre cet objectif.

P A R A U D E L E C A L V E E T T A N I A S O T T Y





Armement de demain : des

Il faut dix à quinze ans entre le projet et la réalisation d'un matériel tant soit peu sophistiqué. Entretemps, la technologie évolue, et les menaces aussi. Plusieurs organismes permettent à la Défense d'opérer ses choix en s'appuyant sur des procédures rigoureuses.



outils pour choisir



SIRPA TERRE

« Les programmes d'armement sont le résultat d'une convergence de besoins identifiés par le Plan prospectif à 30 ans et le Livre blanc sur la Défense. »

Ci-contre : hélicoptère de transport NH90 version marine.



SIRPA TERRE



SIRPA AIR

Les programmes d'armement sont définis conjointement par le délégué général pour l'armement et par le chef d'état-major des armées, qui les proposent au ministre de la Défense. Pour décider de leur lancement et s'assurer de leur cohérence, le ministre s'appuie sur les travaux de la Délégation générale pour l'armement (DGA) et de la division capacités de l'état-major des armées (EMA). Cette dernière évalue les besoins opérationnels, tandis que la DGA apporte son expertise technique et industrielle pour imaginer des solutions, évaluer leur faisabilité technique et industrielle. La plus grande importance est accordée à l'optimisation des coûts, des performances et des délais. Pour la Défense, comment choisir entre telle ou telle option ? « Pour prendre une image, explique le contre-amiral Jean-Marc Brûlez, chef de la division capacités de l'EMA, la Défense se trouve devant le dilemme d'un chef de famille qui envisage l'achat d'une nouvelle voiture : va-t-il choisir une voiture compacte pour les déplacements en ville ou une voiture plus confortable et plus sûre ? Sachant que la consommation d'essence, le prix d'achat et celui de l'assurance entrent aussi en ligne de compte... » L'ensemble des paramètres doit être considéré. « Les programmes d'armement sont le résultat d'une convergence de besoins identifiés par le Plan prospectif à 30 ans (PP30) et par le Livre blanc, qui expose les nouvelles menaces et la manière dont il convient d'y faire face », précise le contre-amiral Brûlez. Réactualisé chaque année, le PP30 permet à la Défense d'imaginer ses équipements futurs. Il repose sur une réflexion géostratégique qui définit des menaces types. Il évalue les risques selon des catégories – de ►



RETROUVER SUR LE NET

La LPM en ligne :

www.defense.gouv.fr/defense/enjeux_defense/politique_de_defense/programmations/projet_de_loi_2009_2014/projet_de_loi_de_programmation_militaire_2009_2014

Loi de programmation militaire 2009-2014 : les chiffres

Le projet de loi de programmation militaire, présenté le 29 octobre par le ministre de la Défense devant l'Assemblée nationale, prévoit une enveloppe de 101,25 milliards d'euros pour les crédits d'équipement. Sur ce total, 50,6 milliards seront consacrés aux armements développés et produits « hors dissuasion », comme les programmes à « effets majeurs » (l'hélicoptère Tigre, l'avion de combat Rafale ou le nouveau véhicule blindé de combat de l'infanterie) ainsi que leurs programmes associés (simulateurs, logiciels de préparation de missions, etc.).

20,2 milliards sont destinés à la dissuasion nucléaire : investissements, études, infrastructure et entretien des équipements).

17,2 milliards sont affectés à l'entretien des équipements (hors dissuasion). 5,25 milliards sont alloués aux études de défense, hors dissuasion : études prospectives, stratégiques et contractualisées avec les industriels, tandis que l'infrastructure (politique immobilière) reçoit 8 milliards d'investissements.

► L'opposition militaire classique aux actions à caractère économique, en passant par le terrorisme. Il confronte l'évolution des besoins opérationnels futurs avec celles des technologies. Ce travail est le fruit des relations entre la DGA et des organismes comme le Commissariat à l'énergie atomique, le Centre national de la recherche scientifique, des universités et des industriels. Anticiper les risques et les évolutions technologiques à 30 ans n'offre pas pour autant une garantie de résultat. La Défense doit ajuster sa réflexion à moyen terme. C'est le rôle du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Les propositions faites au président de la République sont traduites sous forme d'engagements financiers dans le cadre des lois de programmation militaire (LPM) successives (encadré ci-dessus). Le précédent Livre blanc (1994) exprimait les orientations stratégiques de l'après-guerre froide. Il a permis de dessiner le schéma d'armée 2015, concrétisé par la LPM 1997-2002. La suivante (2003-2008) avait intégré la réflexion sur l'évolution des nouvelles menaces, suite aux attentats du 11 septembre 2001.

Le Livre blanc de 2008 part du postulat que « le monde de l'après-guerre froide cède la place à un monde plus mobile, plus incertain et imprévisible, exposé à des vulnérabilités nouvelles ». En découlent les nouveaux objectifs de la France. Il s'agira, entre autres, de pouvoir intervenir en premier « avec qualité et avec un volume de forces suffisant » dans le cadre d'une opération de grande ampleur, notamment lors d'un engagement multinational. Pour cela, « la France doit disposer d'hommes entraînés, intégrés dans une organisation mili-

taire fonctionnant selon une doctrine et mettant en œuvre des équipements dont le soutien est assuré. », précise le contre-amiral Brûlez.

C'est dans ce vaste ensemble que s'inscrit l'équipement des forces armées. Entre 10 et 15 ans sont nécessaires avant de disposer de systèmes se caractérisant par

une technologie complexe et novatrice (frégates multi-missions, blindés, hélicoptères ou avions de combat). La modernisation de matériels en service exige de 8 à 10 ans et l'amélioration d'équipements conçus à partir de technologies connues, 2 à 3

**Besoins
capacitaires,
planifications,
budgets...
A la recherche
du meilleur
équilibre...**

ans. La durée de vie des matériels est aussi à prendre en compte. Celle d'une frégate ou d'un sous-marin nucléaire, est estimée à 20 ans. Pour un avion de chasse, un hélicoptère ou un blindé, elle est évaluée à 30 ans. C'est en tenant compte de ces données que la LPM planifie les renouvellements de matériel.

L'arbitrage du chef d'état-major des armées procède du meilleur équilibre entre besoins capacitaires, planifications et budgets. Cependant, face à l'imprévisible – retard de livraison, besoin nouveau... –, la Défense recourt à la procédure des « urgences opérations » (voir p. suivante). Complémentaire du processus normal, elle permet, dans des délais très courts, d'acquérir des équipements.

■
A.L.-C.

Ci-contre : poste du
tirez canon de 25 mm
du VBCI.

SIRPA TERRE

C. FIARD / DICOD

Les « UO », procédures ra

Les délais habituels de conception, de fabrication et de livraison de matériel ne sont pas toujours compatibles avec la réalité du terrain. Lorsque les besoins et la réactivité l'exigent, le commandement recourt aux « urgences opérations ». Description.



C. FIARD / DICOD

Brouilleur contre les engins explosifs improvisés monté sur un VAB.

Les «urgences opérations» (UO) recouvrent les opérations d'acquisition de matériels militaires menées en urgence et destinées à équiper les forces françaises sur les théâtres d'opérations, explique l'ingénieur général de l'armement (IGA) Vincent Imbert, directeur adjoint terre et interarmées à la Délégation générale de l'armement (DGA). Cette procédure est facilitée par un décret du Code des marchés publics [décret spécifique défense –DSD], dont l'objectif est de permettre, notamment, au ministère de la Défense, de gagner du temps dans la passation d'un marché. »

Du théâtre afghan, où les contingents français ont été récemment renforcés, les retours d'expérience (RETEX) font état du durcissement des conditions d'engagement. Des ajustements permanents des systèmes d'armes sont donc nécessaires. En particulier en matière d'engins explosifs improvisés (EEI, ou IED dans la terminologie anglo-saxonne). Après les RETEX émanant des forces spéciales engagées dès 2003 en Afghanistan, des brouilleurs et des kits de surprotection

pour les blindés ont été développés. « Très marginale jusque-là, cette menace s'est amplifiée de manière vertigineuse en deux ans : 36 000 EEI en Irak et plus de 1 300 en Afghanistan. Cela a conduit à un déploiement accéléré de brouilleurs sur les théâtres libanais et afghans », explique le général de brigade Frédéric

Les matériels non prévus en loi de programmation militaire sont achetés « sur étagère »

Beth, chef conduite des opérations à l'état-major des armées (EMA).

« Quand l'état-major des armées exprime des besoins nouveaux ou urgents, la DGA,

Acquisitions d'achat de matériel



Acquisitions 08

Protection des forces :

135 brouilleurs • 5 véhicules d'intervention Buffalo (Etats-Unis) • 60 VAB 12.7 mm télé-opérés • 150 kits de surprotection pour véhicules logistiques • 150 kits de protection tireur PVP • 31 cabines blindées camion GBC 180 • 22 camions suédois SCANIA avec cabine blindée

Combat et renseignement :

93 radios cryptées • 24 lance-grenades de 40 mm et 20 000 grenades • 4 000 obus de mortiers éclairants IL et IR • 2 mini-drones DRAC et Skylark (israélien) • bombes guidées laser / Rafale



l'EMA et les armées se mobilisent en équipes conjointes pour préciser le cahier des charges, étudier la faisabilité des achats en urgence opération. Ils préconisent ensuite les aménagements budgétaires nécessaires», précise le général Beth. A partir de ces éléments, le chef d'état-major des armées ordonne la réalisation de la commande d'équipements en UO, qui est alors mise en œuvre par la DGA. Sa tâche est de « *faire acquérir, livrer et projeter rapidement des matériels sur les théâtres d'opérations, à un coût maîtrisé* », précise l'IGA Vincent Imbert.

Il existe plusieurs manières de procéder. Les matériels non prévus en loi de pro-

grammation militaire sont achetés « sur étagère » aux industriels nationaux ou étrangers, « sur chaîne et sur catalogue, en fonction des disponibilités et des délais de livraison », précise-t-il. L'industriel sélectionné peut commencer la production avant même que les commandes soient notifiées par contrat (procédure dérogatoire du décret spécifique défense), ce qui permet de gagner deux mois environ. La DGA peut également acheter d'Etat à Etat quand les matériels sont connus, selon une procédure similaire à celle de la Foreign Military Sale (procédure américaine). La France a ainsi récemment négocié avec les Etats-Unis l'achat de Buffalo

MRAP, blindés intervenant sur les engins présumés explosifs et destinés à ouvrir les itinéraires en convoi : cinq exemplaires ont été prélevés sur les chaînes de production et achetés au prix négocié par les Américains auprès des fournisseurs.

Autre possibilité, privilégiée par la Défense : l'accélération de programmes suffisamment avancés pour éviter l'achat de matériels intermédiaires. La livraison de tourelleaux télé-opérés destinés aux véhicules de l'avant blindés (VAB), qui permettent d'utiliser l'arme depuis l'intérieur, a été anticipée d'environ 6 mois. Le délai de livraison des 96 premiers véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) à l'armée de terre a aussi été raccourci.

Les industriels assurent provisoirement le soutien logistique (pièces et main-d'œuvre), avant la montée en puissance de la chaîne logistique militaire et forment les premiers utilisateurs. C'est le cas des systèmes de drones tactiques intermédiaires (SDTI) déployés sur le théâtre afghan.

En matière d'expertise, la DGA fait appel aux savoir-faire des armées. Par exemple, la section technique de l'armée de terre (STAT) a évalué de nouveaux équipements individuels du combattant (cf. p. suivante). Au centre d'expériences aériennes militaires (CEAM) de Mont-de-Marsan ont été expérimentés les bombes à guidage laser sur Rafale.

Des coopérations sont à l'étude avec les partenaires européens, particulièrement les Britanniques, pour l'achat en urgence opération d'équipements communs ou coordonnés, afin de réduire les coûts, de ne pas dupliquer les efforts d'évaluation et de rechercher des synergies en matière logistique.

A.L.-C.

Un équipement amélioré pour

Les nouveaux équipements des fantassins actuellement présents en Afghanistan ont fait l'objet de la procédure dite d'achat en urgence opération (UO). Ils ont été choisis par l'armée de terre après analyse des « retours d'expérience » transmis par les commandements de forces ayant été envoyées sur le terrain. L'armée de terre a ensuite eu recours à l'« adaptation réactive », un concept mis en place en 2007 : une équipe pluridisciplinaire du Centre de doctrine d'emploi des forces détermine les besoins nouveaux, établit les priorités et propose des solutions assorties de précisions sur les délais de réalisation.

Aude Le Calvé

ÉQUIPEMENT DU BALISAGE

Une fois déployé, ce rectangle fluorescent, qui tient roulé sur le dessus du sac, permet aux avions de repérer les troupes au sol, et d'éviter les tirs « fratricides ».

SUPPORT DE CASQUE

Les jumelles de vision nocturne sont fixées sur ce support.

MUSETTE DE COMBAT

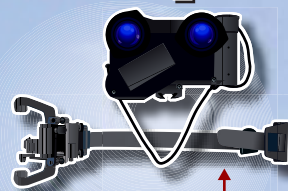
D'une contenance de 40 l, elle accueille une poche à eau (ci-dessous) de 3 l munie d'une pipette pouvant dépasser du sac.

TROUSSE DE SECOURS

Inspirée de celle destinée aux forces spéciales, elle comprend un garrot tourniquet, un pansement compressif, un lot de pansements simples ainsi qu'une dose de morphine. Elle peut inclure, selon le type de mission, un kit de perfusion.

TREILLIS DE COMBAT

Très proche de celui de l'équipement futur du fantassin (Felin), il offre une plus grande liberté de mouvement. Toutes les unités d'infanterie, de blindés, du génie et de l'artillerie en sont dotées.



le théâtre afghan

LUNETTES BALISTIQUES

Anti-UV, elles protègent aussi des éclats dus aux explosions et des projections de douilles pendant le tir.

PROTECTIONS AURICULAIRES



Pour l'ensemble des troupes : elles filtrent les bruits supérieurs à 80 dB (coup de feu). Existente en trois tailles.



Pour les OMLT (équipes accompagnant l'armée afghane) : Thermoformées (elle s'adaptent à chaque oreille), prévues pour le port de longue durée, elles sont munies d'une vis de réglage pour filtrer les sons ou les supprimer complètement. Elles limitent les effets de souffle et les traumatismes de l'oreille lors d'une explosion.

SURVESTE DE COMBAT

Ses nombreuses poches permettent d'emporter les effets nécessaires : kit de survie, carte, nourriture, etc.

GILET PARE-BALLES

En dotation chez tous les combattants, il favorise les déplacements et le combat dynamique. Il est équipé de nombreuses poches pour loger chargeurs et grenades.

LES GANTS DE COMBAT

Renforcés, ils offrent une meilleure protection des articulations et une meilleure préhension de l'arme.

GENOUILLÈRES ET COUDIÈRES

Elles préservent les articulations des chocs, notamment lors des transports en blindé. Le besoin en avait été exprimé par des groupes de l'instruction sur le tir de combat de l'Ecole d'application de l'infanterie de Montpellier.

CHAUSSURES DE TREKKING

Dotées d'une doublure en Gore-tex (imper-respirantes) et d'une tige en cuir hydrofuge, elles sont adaptées aux terrains montagneux en hiver.



Horizon : de la conception



Le capitaine de vaisseau Boy a pris ses fonctions d'«officier programme» sur le projet des frégates Horizon en 2004. Témoin de la phase de construction, il commande aujourd'hui l'un des quatre «sisterships», le «Chevalier Paul», et conduit les essais en mer du navire.

Horizon a connu deux époques assez différentes, confie le capitaine de vaisseau Boy, «officier programme» de ce projet qui a donné son nom aux futures frégates de la marine nationale. La période charnière se situe en 1999, lorsque ce programme, lancé en 1992 par la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, voit le retrait des Britanniques. Le travail de préparation et d'études amont a cependant été poursuivi et, un an plus tard, la France et l'Italie signaient un nouveau contrat de coopération. Celui-ci formalisait la décision de construire deux frégates pour la France (*Le Forbin* et le *Chevalier Paul*) et deux pour

l'Italie (*l'Andrea Doria* et le *Caio Duillio*). «J'ai été nommé officier programme Horizon en septembre 2004, se souvient le capitaine de vaisseau Boy. J'étais alors le troisième officier à exercer cette fonction depuis la signature du contrat, en 2000. Je suis arrivé au chantier naval de DCNS, à Lorient, au moment où on commençait à installer les moteurs et les turbines à l'intérieur de la coque du *Forbin*, la première frégate de la série. Contrairement à mes prédécesseurs, qui avaient essentiellement travaillé sur des plans dans la phase de définition des caractéristiques du bâtiment, j'ai eu la chance d'intégrer ce programme dans la partie la plus concrète de sa réalisation.»

«Être officier programme est un travail exaltant, poursuit le capitaine de vaisseau. Ma mission et celle de mon équipe est de vérifier que le besoin opérationnel exprimé par l'état-major de la marine est bien pris en compte, dans les moindres détails.» L'officier programme travaille en association avec le directeur du programme Horizon, nommé par la Délégation générale pour l'armement (DGA). Pour toute demande de modification ou d'ajustement sur les navires, il s'adresse à la DGA, qui les transmet à l'industriel. À charge pour ce dernier d'honorer la requête, comme ce fut le cas pour une modification du système d'arme. «Dans le contrat initial, il était prévu d'équiper les

à la réalisation

Une coopération franco-italienne

D'un montant d'environ 3 milliards et demi d'euros pour les 4 frégates, le programme Horizon est le résultat d'une étroite collaboration entre les industriels et les marines, française et italienne. La gestion des contrats a été confiée à Horizon SAS. Détenu à parts égales par la DGA et la marine italienne, la société a procédé à la sélection des nombreux fournisseurs et sous-traitants et a passé les contrats avec les industriels.



Fiche technique :
Long. : 153 m • Larg. : 20 m •
Tonnage : 7 000 t • Prop. :
2 moteurs Diesel et 2 turbines
à gaz (TAG) • Vit. : 18 nœuds
(diesel), 29 nœuds (TAG) •
Equipage : 195 personnes

Système d'armes :
48 missiles type Aster 15 et

30 (anti-aériens) • 8 missiles
Exocet MM40 (anti-navires) •
2 canons de 76 mm • 24 torpilles
MU90 (anti-surface et
anti-sous-marin) • 1 système
de lutte anti-torpilles • 1 hélicoptère
NH90, version navale,
pour des opérations de lutte
anti-sous-marine et anti-surface.

frégates d'une ancienne version du missile Exocet. Celle-ci n'étant plus fabriquée, son remplacement par une version plus performante a été demandé et réalisé. »

Un programme trouve son origine dans la première expression de besoin, que la marine émet sous forme d'un objectif

d'état-major, traduit ensuite en fiches de caractéristiques militaires. Ce travail de réflexion est effectué en commun avec la DGA. Ces études aboutissent à la rédaction d'un dossier de lancement de réalisation,

qui marque la naissance du programme. Y sont établis l'objectif recherché, le nombre d'unités et le délai de faisabilité ainsi que le coût et le financement. Soumis à l'ap-

probation du ministre de la Défense, ce document est réactualisé tous les ans.

« Quatre ans après la signature du contrat, nous avons procédé

à la revue de définition finale, explique le capitaine de vaisseau Boy. Cette étape a lancé la construction des bâtiments. »

Découpe de la première tôle, réalisation de la coque, début d'installation à bord des

équipements... En tout, près de quatre années de travaux. Durant cette période, des modifications peuvent être faites à tout moment. Par exemple, « les marines française et italienne ont estimé, à un certain moment, que les moyens d'évacuation de l'équipage n'étaient pas suffisants. Côté français, j'ai évoqué ce point avec le directeur de programme, et l'industriel a répondu à la demande : des toboggans ont été rajoutés sur la plage arrière des navires. »

Vient le moment tant attendu : la sortie en mer de la première frégate. « C'était le 29 juin 2006, se souvient le capitaine de vaisseau Boy. Les premières heures en mer ont nécessité des travaux de mises au point sur la production électrique, la navigation et la propulsion. Le Forbin était un "prototype", le premier à être testé, armé par un équipage de la marine nationale. Les essais ont duré 4 jours en présence de tous les partenaires du programme : les industriels, la DGA, les fournisseurs. Il y avait davantage de civils que de marins à bord ! »

En octobre 2007, le capitaine de vaisseau Boy a été nommé commandant du Chevalier Paul. Il a effectué la première sortie en mer du navire. « Mon expérience en tant qu'officier programme Horizon restera l'un des temps forts de ma carrière de marin. Lorsqu'on est officier programme sur deux bâtiments en construction, on se sent un peu commandant des deux. » Actuellement, le capitaine de vaisseau Boy poursuit les essais en mer du Chevalier Paul, divers équipements sont testés. À l'automne prochain, la marine nationale aura l'entière responsabilité de la frégate. Puis, elle entamera une période de test en haute mer avant d'être déclarée définitivement opérationnelle courant 2010.

T.S.

Relever le défi de l'Europe

Tout en achevant sa construction politique, l'Europe se tourne de plus en plus vers sa défense. Une structure, l'AED, a été créée en 2004 pour doter l'UE de capacités militaires à hauteur de ses ambitions en s'appuyant sur les synergies entre Etats et entre industriels européens...



O. DUBOIS / SIRPA TERRE

« **L**a nécessité pour l'Europe de soutenir ses capacités militaires afin de répondre à ses aspirations est plus pressante que jamais, tout comme celle de faire en sorte que son industrie de Défense puisse mieux relever les prochains défis. Dans ces domaines, l'AED peut faire la différence ! » Ainsi s'est exprimé Javier Solana, haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité (PESC) commune, lors de la création de l'Agence européenne de défense (AED). Créée en juillet 2004 à Bruxelles, elle est composée d'une centaine de spécialistes et organisée en quatre divisions : développement des capacités de défense, recherche et technologie, armement et marché de l'industrie de défense.

Développer les capacités de défense de l'Europe, telle est la mission principale de l'AED. Elle assiste le Conseil et les 26 États membres (1), notamment pour ce qui concerne les capacités nécessaires à la gestion des crises et, plus généralement, la PESD. Mais l'agence se veut aussi force de proposition. Elle a ainsi élaboré un plan de développement des capacités en collaboration avec l'état-major de l'UE, les acteurs de la défense des pays membres et les industriels. Bâti sur une vision à vingt-cinq ans dans les domaines stratégiques, opérationnels et technologiques, il doit permettre de déterminer les besoins et les axes de recherche communs en vue de coopérations entre États et industriels. En recherche et technologie, l'AED intervient comme coordinatrice. Par exemple

lorsque plusieurs États sont d'accord sur la nécessité de lancer un programme de fabrication pour tel ou tel matériel. Cela a été le cas dans le domaine de la protection des forces en opérations. L'intérêt partagé entre 19 États (2) a ainsi permis de financer pour plus de 55 milliards d'euros d'études dans des secteurs « pointus » comme la lutte contre les *snipers* (tireurs embusqués) ou la détection rapide des tirs de roquettes, d'artillerie et de mortier. Enfin, en matière de politique d'armement, l'agence recherche la complémentarité entre États, d'une part, et entre industriels, d'autre part. « L'AED crée les conditions et les synergies nécessaires entre les États membres pour préparer le lancement d'un programme d'armement en coopération. Les travaux préparatoires terminés, elle se

de la défense



Radar de contre-batterie Cobra. Il détecte les départs de tirs adverses.

L'Occar, structure de pilotage

L'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) a été créée par la convention de Farnborough (Angleterre) en 1998 par le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie. Dotée du statut d'organisation internationale, elle dispose de la « personnalité juridique », ce qui lui permet de passer des contrats et de les gérer au profit des États qu'elle représente. L'OCCAR emploie près de 200 personnes en France et en Allemagne et pilote actuellement 7 programmes d'armement majeurs :

- A400M : avion militaire de transport (France/Allemagne/ Royaume-Uni Espagne/Bel-gique/Turquie)
- FSAF : missiles sol-air (France/Italie)
- Boxer : véhicule blindé (Allemagne/Hollande)
- Tigre : hélicoptère (France/Allemagne)
- FREMM : frégates multi-missions (France/Italie)
- Cobra : radar de contre-batterie (France/Allemagne/Royaume-Uni)
- ESSOR : technologie de radio-logicielle - communication haut débit sécurisé (France, Espagne, Finlande, Italie, Pologne et Suède).

tourne, soit vers un pays pilote, qui prendra la direction du programme, soit vers une structure internationale, telle l'OCCAR [l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement ; voir encadré], qui porte le programme à son terme », explique le colonel Maurice de Langlois, secrétaire général du collège des officiers de cohérence opérationnelle (OCO) à l'état-major des armées. Dans le domaine de la surveillance maritime, par exemple, le besoin de travailler ensemble au niveau européen a poussé de nombreux États membres à mandater l'AED pour les aider à réunir les conditions de cette coopération. Ainsi sont nés des projets liés notamment aux échanges d'informations ou au développement d'un futur drone hélicoptère pouvant être embarqué sur des

plates-formes navales. « À terme, cette approche permet de renforcer les capacités et l'interopérabilité des moyens engagés. Mais ce travail n'est pas toujours des

L'Agence européenne de défense devra structurer la demande sur le marché

plus simples, précise le colonel de Langlois. Car, qui dit coopération, dit partage capacitaire, technique et industriel, mais aussi abandon de certaines prérogatives nationales. Et l'agence se heurte parfois à des réticences nationales. Certains pays préfèrent développer et conserver leurs capacités propres, malgré d'ailleurs un contexte de réduction bud-

gétaire et de crise financière qui ne s'y prête pas. »

Les six mois de présidence française de l'UE, qui ont pris fin le 31 décembre dernier, ont été l'occasion de renforcer la visibilité de l'AED.

Au cours du conseil « affaires générales et relations extérieures », qui s'est tenu à Bruxelles de 10 novembre, les ministres de la Défense de l'UE ont adopté le budget 2009 de l'Agence, qui s'élève à 30 millions d'euros, soit 2,5 millions de plus qu'en 2008. Ils ont renouvelé leur confiance dans le plan de développement des capacités signant le lancement d'un programme d'études sur les technologies du futur entre 10 des États membres. Les ministres ont également confié à l'AED plusieurs projets, dont les études amont du futur hélicoptère lourd européen de transport, les travaux préparatoires d'un programme d'une nouvelle génération de satellites d'observation (3) et le lancement d'un nouveau programme de déminage maritime.

Les ministres ont fait par ailleurs de l'OCCAR le bras exécutif de l'Agence européenne de défense, afin de garantir la continuité des projets, de la conception à la production. En donnant à l'AED, outre un carnet de commandes, les moyens financiers et d'action dont elle a besoin, les ministres européens, sous l'impulsion française, ont démontré leur volonté de faire du renforcement durable des capacités militaires une priorité pour l'Europe. L'AED est ainsi appelée à grandir, pour structurer la demande sur le marché européen et, à terme, favoriser la nécessaire restructuration de l'industrie européenne de défense pour qu'elle puisse faire face aux besoins futurs des forces engagées sur le terrain.

■
T. S.

1 Le Danemark n'en fait pas partie.

2 Dont la Norvège, pays non membre de l'UE, qui peut s'associer ponctuellement à des projets de l'AED

3 Programme MUSIS, avec capacités optique et radar.

Maintenance : l'armée de

Les nouvelles structures qui se mettent en place – les escadrons de soutien technique aéronautique (ESTA) – améliorent la disponibilité de la flotte et rationalise le soutien. Visite à celui de la BA 102, à Dijon, qui fonctionne depuis près de six mois...



PHOTOS : S. DUPONT / ECPAD



Sur le tarmac de la base aérienne 102 de Dijon, un Alphajet se prépare au décollage. Non loin de là, deux Mirage 2000-5 sont au roulage. Si ces appareils peuvent réaliser leurs vols, c'est en grande partie grâce au travail quotidien des quelque 320 mécaniciens regroupés depuis peu au sein du nouvel Escadron de soutien technique aéronautique (ESTA). La création de l'ESTA en septembre dernier, à Dijon, a nécessité une importante réor-

ganisation des structures en place. « Jusqu'à l'été dernier, deux niveaux de maintenance aéronautique cohabitaient sur la base, explique le lieutenant-colonel Amar Ben Ahmed, commandant de l'ESTA. Le premier, situé au sein des escadrons de chasse, était dédié à la mise en œuvre des avions et à la restauration de leur disponibilité à court terme : préparation des appareils, remise en condition, diagnostic des pannes, réparations courantes. Le deuxième, poursuit le lieutenant-colonel, attribué à l'escadron de soutien

technique spécialisé, regroupait la restauration de la disponibilité à moyen terme ainsi que la régénération du potentiel, comme les visites périodiques exécutées sur Mirage 2000 imposées par le constructeur, qui immobilisent les avions pendant près de 38 jours toutes les 900 heures de vol. L'ensemble de la chaîne de maintenance était, quant à elle, supervisée par la division des activités techniques aéronautiques (DATA) qui coordonnait l'activité des services. »

Ces entités ont, depuis, fusionné, donnant

l'air en pointe



« Avec la nouvelle organisation, nous avons gagné en réactivité, et donc en efficacité. »
(Lieutenant-colonel Ben Ahmed, chef de l'ESTA de Dijon.)



naissance à l'ESTA. L'établissement est entièrement dédié au soutien opérationnel grâce à une autre mesure importante. « La régénération du potentiel, qui mobilisait de nombreux spécialistes sur de longues périodes, n'est plus à la charge de la BA 102. Elle est réalisée par l'Atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Clermont-Ferrand, qui est rattaché au Service industriel de l'aéronautique (SIAé), placé sous l'autorité du chef d'état-major de l'armée de l'air », précise le lieutenant-colonel Ben Ahmed. La création de l'ESTA vise à ratio-

naliser l'emploi de ses ressources humaines et matérielles. La gestion globale et centralisée des activités techniques facilite en effet la planification et la coordination des interventions ainsi que la répartition équilibrée des charges de travail sur l'ensemble des équipes, ce que ne permettait que difficilement le cloisonnement des services de l'organisation précédente.

Près de cinq mois après la création de l'ESTA, le lieutenant-colonel Ben Ahmed affiche son optimisme : « Avec la nouvelle organisation, nous avons gagné en réactivité, et donc en efficacité. Mais aussi en disponibilité. D'environ 45 % au premier semestre de l'année dernière, elle est passée à 50 % au second semestre. Notre objectif : atteindre les 75 %. » ■ T. S.

3 QUESTIONS À

Général Patrice Klein



CSFA
Chef du Commandement
du soutien
des forces aériennes

Il y a deux ans, vous présentiez le Commandement du soutien des forces aériennes (CSFA) comme le futur moteur interarmées de la maintenance aéronautique. Quels sont vos résultats aujourd'hui ?

Ils sont au rendez-vous. Malgré le vieillissement de certaines flottes et la tendance à la hausse de leurs coûts de maintien en condition opérationnelle (MCO), la disponibilité est restée stable et l'activité aérienne indispensable à l'entraînement de nos équipages a été effectuée. C'est à mettre au crédit des personnels du CSFA et des acteurs du MCO. La performance technico-opérationnelle a été augmentée aussi par le regroupement de nos unités de maintenance au sein d'ESTA (escadron de soutien technique aéronautique). Entre 2006 et 2009, 16 ESTA auront été créés. Cette année, nous regrouperons notre expertise technique et notre gestion de proximité des flottes au sein d'unités de gestion du maintien de la navigabilité (UGMN) afin de rendre encore plus robuste et plus sûre la gestion technique de chaque flotte. Une telle évolution a aussi le mérite de rendre cette organisation plus européenne et ouverte sur l'interarmées.

Sur quels organismes vous appuyez-vous pour assurer le soutien des forces aériennes ?

La Structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense (SIMMAD) et le Service industriel de l'aéronautique (SIAé) nous assurent un soutien quotidien de qualité. A côté des secteurs externalisés, le SIAé est notre interlocuteur étatique privilégié pour le soutien industriel de nos aéronaves. Référent en matière d'expertise technique, nous y transférons la maintenance de longue durée effectuée dans l'armée de l'air. Des personnels militaires sont affectés au sein des ateliers industriels aéronautiques, afin d'entretenir l'expertise dont nous avons besoin pour les missions opérationnelles.

Quels partenariats militaro-industriels envisagez-vous pour optimiser la performance et la disponibilité aéronautique de l'armée de l'air ?

Échanger l'information technique et partager une vision prospective nous permettront de progresser rapidement avec nos partenaires industriels. A cet effet, l'armée de l'air se dote d'un outil unique de gestion de flottes, dont le déploiement débute en janvier 2009. Mis à disposition des unités techniques, il permettra des échanges simples et automatisés avec le secteur industriel. On obtiendra ainsi une meilleure réactivité, une fiabilité renforcée et in fine, une meilleure disponibilité. Une bonne connexion avec le secteur industriel est une orientation stratégique majeure.



Bonaparte et l'Égypte fascinante

L'Institut du monde arabe, à Paris, présente jusqu'au 29 mars la campagne de Bonaparte en Égypte à la fin du XVIII^e siècle. En insistant sur un volet méconnu : l'expédition scientifique qui accompagne le jeune général.

« **L**a vocation de notre institut est d'établir un dialogue entre les pays du monde Arabe et la France sur des sujets communs », confie Dominique Baudis, le président de l'Institut du monde arabe (IMA). « Si nul ne peut contester l'aspect meurtrier de la campagne de Bonaparte en Égypte, notamment au détriment de la population de ce pays, c'est néanmoins un formidable épisode historique conjoint. » C'est pourquoi l'IMA choisit de construire une exposition sur le thème « Bonaparte en Égypte, feu et Lumières ».

Un comité scientifique franco-égyptien s'est constitué pour bâtir l'événement. Ses conclusions conduisent les commissaires de l'exposition, sans ignorer l'aspect colonialiste de la campagne, à éclairer le public sur un de ses volets méconnus : l'expédition scientifique qui accompagne Bonaparte.

Jeune général auréolé de victoires en Italie, il est envoyé par le Directoire en Égypte. A la tête d'une armée de 50 000 hommes environ, il doit en chasser les Anglais et les Ottomans. Il embarque le 19 mai 1798 à Toulon et restera jusqu'en 1799 dans cette région. Ses faits d'armes resteront célèbres : bataille des Pyramides ou celle du Mont-Thabor, dans l'actuel sud



Au fond, « La bataille du Mont Thabor », de Louis-François Lejeune. (Photo Boris Horvat / AFP).

d'Israël. L'opération militaire se solde cependant par un échec. Mais l'expédition ne se limite pas à une campagne militaire. Car Bonaparte embarque avec lui 169 scientifiques et artistes. Leurs spécialités sont multiples : architectes, naturalistes, chimistes, dessinateurs... « Tous sont fascinés par ce jeune général, plein d'aura et de fougue. Ils embarquent sur le navire sans même connaître leur destination finale », observe Dominique Baudis. Certains sont déjà célèbres, comme le mathématicien Gaspard Monge ou le chimiste Berthollet. Leur travail consistera à observer et relever l'ensemble des richesses naturelles, artistiques et architecturales, de l'Égypte. Leur

doyen, Dominique Vivant Denon, est le premier Européen à se livrer à un recensement et un relevé complet des sites et monuments de la Vallée du Nil. Les savants accompagnent les

Bouchard, découvrira la Pierre de Rosette, cette stèle portant un texte écrit en hiéroglyphes, en démotique (écriture égyptienne) et en grec. C'est grâce à l'étude de cette pierre que Champollion, l'archéologue français, parviendra à décrypter les hiéroglyphes, au début du XIX^e siècle.

« Ce que nous souhaitons montrer, à travers cette exposition, c'est la formidable rencontre qui naît à ce moment là entre la France et l'Égypte », poursuit Dominique Baudis. Or, cette rencontre entre la France des Lumières du XVIII^e siècle et le pays des pharaons, le visiteur va la découvrir à travers de nombreux tableaux relatant l'épopée napoléonienne.

Costumes et artisanat égyptiens de cette époque, statues et objets d'art datant de l'Antiquité sont exposés. Mais c'est principalement à travers les nombreuses restitutions des savants de l'expédition que cette découverte s'opère. Le visiteur peut, entre autres, s'arrêter sur les différentes planches du carnet de voyage de Pierre-Louis Cordelier, ingénieur des Mines. Il y décrit avec précision plusieurs monuments de l'Égypte antique. « L'exposition est très riche, souligne Marie, enseignante en primaire. Je vais revenir avec mes élèves. Ce sera le point de départ de nombreux travaux. »

Le point central de l'exposition est le travail de synthèse qui sera réalisé à l'issue de l'expédition. Quelques mois après son retour, Bonaparte, devenu Consul, décide de la publication d'une synthèse de l'ensemble des contributions des scientifiques. *La Description* ►

L'exposition « Bonaparte en Égypte, feu et lumières » se tient à l'Institut du monde arabe jusqu'au 29 mars. Elle se déplacera ensuite au musée des Beaux-Arts d'Arras (Pas-de-Calais) du 16 au 19 octobre 2009.

Plus d'informations sur le site de l'IMA : www.imarabe.org

armées dans leurs déplacements, les sensibilisant à la richesse des lieux. C'est ainsi qu'un jeune officier du génie,

pte : une rencontre



En haut : « Le général Bonaparte au Caire », de Jean-Léon Gérôme, Hearst Memorial Castle, Son Simeon (Photo Victoria Garagliano / Hearst C).
Ci-contre : La Pierre de Rosette (reconstitution) (Photo AFP).
Ci-dessus : « Dominique Vivant Denon », portrait de Robert Lefèvre (détail), Musée des Beaux-Arts de Caen (Photo Musée des Beaux-Arts de Caen / M)

► de l'Égypte, ouvrage colossal d'une cinquantaine de livres, nécessitera trente années de travail. Pas moins de 443 personnes (auteurs, artistes et graveurs) vont participer à sa réalisation. Cette encyclopédie sur l'Égypte comprend 47 cartes géographiques et 925 planches. L'ouvrage sera à l'origine de nombreux travaux sur l'Égypte, elle inspira notamment les acteurs du percement du canal de Suez.

« La campagne d'Égypte de Bonaparte est pour la France le début de la passion pour ce pays, confie Dominique Baudis. Pour les Égyptiens, s'ils conservent la mémoire d'une expédition sanglante, beaucoup d'entre eux y voient l'entrée de leur pays dans le modernisme. »

**Chef d'escadron
O. Destefanis**

Ce sport pratiqué depuis un siècle est utilisé dans les armées comme technique de franchissement et apprécié pour les qualités d'aguerrissement et de maîtrise de soi qu'il développe.

PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD / DICOD



L'escalade : une centen

Bien positionner la main, caler le pied au bon endroit, faire corps avec le mur et garder l'équilibre... Discipline centenaire, l'escalade est utilisée depuis longtemps par les forces armées comme technique de franchissement. Et, contrairement à une idée répandue dans le grand public, elle n'est pas uniquement pratiquée par les chasseurs alpins ou le peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM). Chaque armée forme ses militaires aux techniques d'escalade. « Elles sont utilisées dans le combat urbain, par exemple, pour entrer

dans un immeuble par l'extérieur, ou par les commandos de marine pour descendre en rappel d'un bateau, ou tout simplement pour franchir un obstacle naturel... », explique le major Stéphane Contadini, du 27^e Bataillon de chasseurs alpins d'Annecy. Mais les bienfaits de cette discipline dépassent largement le cadre opérationnel. En entraînement, elle est très appréciée pour les qualités de force, d'endurance et de précision qu'elle développe. « *Le grimpeur doit apprendre à progresser et gérer son centre de gravité dans un univers vertical* », précise Stéphane Contadini. Pour le lieutenant-

colonel Bernard Corbisier, officier des sports de la région terre Sud-Est, « *l'escalade correspond parfaitement à ce qu'on demande en matière sportive de tout soldat : l'aguerrissement, la maîtrise et le dépassement de soi* ». Un domaine où le mental joue un rôle important. Formateur au point de vue psychologique, ce sport nécessite également une approche tactique. Au pied de la « voie » qu'il doit affronter, le grimpeur analyse les parcours possibles, à la recherche de « solutions » pour passer les obstacles. Comme dans une partie d'échecs, il faut avoir plusieurs coups



Ci-dessus :
Championnat
de France militaire
à Chamonix.
Ci-contre :
Groupe commando
de montagne
du 27^e Bataillon
de chasseurs
alpins d'Annecy.



aire toujours au sommet

d'avance pour réussir. « Dans l'armée de l'air, de plus en plus de pilotes pratiquent l'escalade, commente un spécialiste de la discipline, le caporal-chef Nicolas André, de la base aérienne 126 de Solenzara, en Corse. C'est un sport d'excellence pour la mise en condition du personnel : coordination des mouvements, réflexes, prise de décision rapide... L'équilibre mental est indispensable. Quand, parvenu en haut de la voie, le grimpeur doit se laisser chuter de plusieurs mètres en rappel pour redescendre, il doit disposer d'une bonne dose de confiance en soi et ne pas craquer. En vol,

c'est pareil », conclut t-il. Devant le succès de cette discipline, qui a « explosé » comme activité de loisir au milieu des années 80, des bases et des régiments se dotent de structures artificielles d'escalade (SAE). « Je viens de créer une section escalade au sein de notre caserne du 9^e arrondissement, explique le caporal-chef Richard Reggio de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), moniteur escalade. Au début, les gars viennent par curiosité. Après quelques heures de pratique, ils se prennent au jeu et veulent aller encore plus haut. » Plus de 200 compétitions sont orga-

nisées tout au long de l'année, en France. Ces compétitions sont de véritables shows. C'est d'ailleurs un beau spectacle qu'a proposé l'École militaire de haute montagne (EMHM), les 19 et 20 novembre dernier, en organisant pour la septième année consécutive le championnat de France militaire et l'Open international d'escalade. Une centaine de militaires de neuf nations (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Roumanie, Royaume-Uni, Suisse) y ont participé. Au classement international, la France termine sixième. ■

Carine Bobbera

FRONT FRANÇAIS - L'ASCENSION D'UN BALLON D'OBSERVATION



ND / ROGER - VIOLLET

En 1916, le capitaine Caquot conçoit un ballon captif d'observation, le « type M ». À seulement quelques kilomètres du front, les observateurs repèrent les positions ennemies depuis la nacelle de l'aérostat. Les informations transmises par téléphone permettent notamment de régler les tirs des batteries d'artillerie. La forme allongée du « type M » lui vaut le surnom de « saucisse ». Elle lui permet de s'élever à près 1 500 m d'altitude et lui assure une excellente stabilité face à des vents jusqu'à 100 km/h. Sa stabilité est encore améliorée par trois ailerons situés à l'arrière qui, gonflés par le vent, deviennent rigides et immobilisent le ballon. Au sol, celui-ci est retenu à son point d'ancrage par des treuils automobiles.

À quoi sert l'histoire militaire ?

Loin d'apporter des réponses toutes faites ou d'hypothétiques « leçons », elle s'efforce de restituer les événements du passé dans leur contexte afin qu'ils puissent mieux éclairer l'évolution et la complexité du temps présent.

Se poser cette question équivaut à se demander à quoi sert l'histoire. À en tirer d'hypothétiques « leçons » ? On sait aujourd'hui que les « leçons de l'histoire » sont à manier avec d'innombrables précautions, tant elles ont été galvaudées par les idéologies, qui leur ont fait dire à peu près tout et son contraire dans le but de justifier les pires crimes ou les décisions les plus stupides, voire les plus absurdes. Reste l'accumulation d'un capital d'expérience, toujours utile pour éviter de « réinventer la roue » à chaque nouvelle entreprise...

Mais l'intérêt principal de l'histoire n'est pas là. Penser historiquement, c'est contextualiser les événements, notamment les mettre en perspective et les insérer dans le temps long, mais aussi comprendre qu'ils font partie de processus dynamiques et complexes. Intégrer l'épaisseur de la trame temporelle dans le raisonnement est nécessaire pour qui veut penser utilement les processus à l'œuvre dans les sociétés humaines. L'historien Michel Winock* a parfaitement synthétisé ce qui fait l'intérêt de notre discipline, montrant qu'elle est au moins autant l'étude de ce qui change que l'étude de ce qui ne change pas :

« L'historicité, c'est l'art d'apprendre que tout ce qui est n'a pas toujours été ; que ce qui n'existe pas a pu exister, que le nouveau n'est pas forcément nouveau ; qu'au contraire ce qu'on tient parfois pour éternel est assez récent. La notion d'historicité nous permet de nous situer dans le temps. Elle nous invite à relativiser l'événement qui surgit, en nous donnant la possibilité de juger son aspect répétitif, ou, au contraire, elle nous met en garde face à sa radicale nouveauté – moyennant quoi il est vain



DOMINIQUE VIOLA / DICOD

LAURENT HENNINGER
chargé de mission au Centre d'études
d'histoire de la Défense (CEHD / SGA)

d'agir avec des recettes anachroniques. Comprendre son temps, c'est percevoir les lignes de continuité et identifier les ruptures. Dans un cas, la connaissance de l'histoire peut apaiser : "L'humanité en a vu d'autres !" ; dans l'autre cas, elle met en garde : voici de l'inédit, du jamais vu, de l'inconnu – alors il faut inventer les solutions, la sagesse des nations ne peut y pourvoir.»

Outils et méthodes

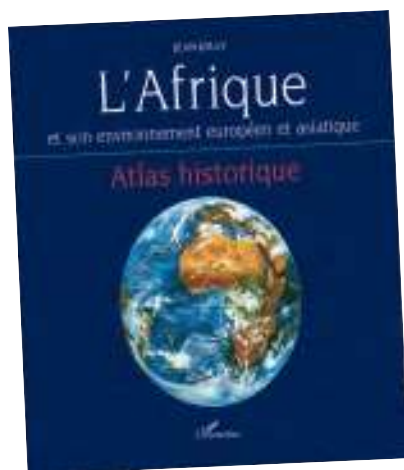
Les guerres de la Révolution française et du Premier Empire ont-elles été une « révolution militaire » ou l'accélération d'un processus en cours durant les deux siècles précédents ? La Grande Guerre a-t-elle été la « première guerre mondiale » ? Les bouleversements technologiques que les sociétés ont vécus peuvent-ils nous instruire sur ceux que nous sommes en train de vivre, en particulier sur leur articulation avec les phénomènes socioculturels ou politiques ? Pourquoi l'armée de terre américaine des années 80 et 90 a-t-elle autant étudié les penseurs militaires soviétiques de l'entre-deux-guerres ? Les guerres asymétriques d'aujourd'hui sont-elles identiques aux guérillas de décolonisation des années 50, 60 et 70 ? À ces questions, l'histoire n'apporte pas de réponses toutes faites – ce serait une erreur de le croire, ou même de le souhaiter –, mais elle fournit des outils et des méthodes, qui prennent parfois la forme de questions ou de problématiques, pour mieux penser la complexité à laquelle nous sommes confrontés. ■

* À quoi sert l'histoire ? Chapitre de l'ouvrage collectif, *Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire ?*, paru en 1998 aux Presses Universitaires Du Septentrion, sous la direction d'Yves Beauvois et de Cécile Blondel.

L'Afrique et son environnement européen et asiatique

Dans cet atlas riche d'une cinquantaine de cartes, Jean Jolly raconte l'histoire de l'Afrique, berceau des civilisations. De l'Égypte pharaonique aux combats oubliés des soldats des empires européens pendant les deux guerres mondiales, l'auteur évoque tous ceux, conquérants, aventuriers, marins, marchands, commerçants, qui ont pris pied sur les rivages africains. Cet ouvrage donne les clés pour comprendre une région du monde qui reste au cœur de l'actualité internationale. Un voyage initiatique dans l'histoire d'un continent fascinant.

Jean Jolly, éd. L'Harmattan, 170 p., 39 €



La Patrouille de France

Passionné de vitesse et pilote de dragster à ses heures, l'animateur et producteur Vincent Perrot a suivi le quotidien de la Patrouille de France (PAF) durant la préparation hivernale à la saison estivale des meetings. Cet ouvrage

de photos témoigne de cette expérience rare, et fait entrer le lecteur au cœur de cette unité de prestige de l'armée de l'air française grâce aux commentaires de nombreux ex-leaders de la PAF. En bonus, un DVD de 90 minutes d'images exclusives de la Patrouille. Ce livre suscitera à n'en pas douter des vocations !

Vincent Perrot, éd. E/P/A, 182 p., 49,90 €

Les Jedburghs. L'histoire secrète des forces spéciales alliées en 1944

En 1941, Churchill décide de créer les Jedburghs. Constitués de soldats – un Français, un Anglais, un Américain – ayant suivi un entraînement intensif en Angleterre, ces trinômes sont parachutés à l'arrière des troupes allemandes pour mener des actions de guérilla et former les maquisards aux techniques commandos. Will Irwin, ancien des forces spéciales britanniques et consultant en stratégie militaire, raconte leur histoire, leurs succès et leurs drames. Ce récit épique revient sur cette page peu connue des missions réalisées dans la France occupée. Captivant !

Will Irwin, éd. Perrin, 434 p., 23 €



Atlas géopolitique d'Israël. Aspects d'une démocratie en guerre.



Spécialiste du Proche-Orient, Frédéric Encel, directeur de recherche à l'Institut français de géopolitique, dresse dans cet ouvrage un tableau neuf et documenté d'Israël et de ses rapports avec ses voisins proches (Proche-Orient), plus éloignés (Moyen-Orient), et avec le monde. De l'histoire à la diplomatie, en passant par la sociologie politique, l'économie, la stratégie et la politique de Défense, l'auteur aborde tous les domaines permettant de comprendre la complexité de l'environnement géopolitique d'Israël. Les cartes et les infographies sont signées du cartographe Alexandre Nicolas.

Frédéric Encel, éd. Autrement, 80 p., 15 €

L'aventure mexicaine du général Jean-Baptiste Billot (1862-1867)

Jean-Baptiste Billot est un jeune officier lorsqu'il part au Mexique, en 1862, sur ordre de Napoléon III pour étendre l'empire français. Cette expédition tourne au désastre, ce qui n'empêche pas Billot d'y montrer toute sa valeur et sa bravoure. Durant cinq ans, le futur ministre de la guerre entretiendra une correspondance avec la métropole, dans laquelle il fera part de son quotidien et de sa réflexion. Chercheur en histoire, Pierre Bordes ouvre ces lettres restées inédites. Elles témoignent d'un épisode peu connu du passé colonial de la France et du courage de ses soldats.

Pierre Bordes, éd. Publibook, 351 p., 26 €



Destination Vacances

 Nouveaux catalogues
été / automne 2009



 Sortie le 15 janvier

Allô catalogue ➤ 0 826 107 177 0,15 €/min

www.igesa.fr

L'AGPM, toujours là pour vous !

SIGIP 4970000 • Association déclarée enregistrée au 1^{er} juillet 1981 - Journal officiel du 8 novembre 1981 - SIRET 775 713 704-00010-APR9490Z - Rue Nicolas Appert
330 086 TULON CEDEX 9 • Crédit photo : J.-P. EL MAHJES • 32 22 48 31 - France métropolitaine 019 69m depuis un poste In-Cohérentiable
pour les abonnés toulonnais de téléphone fixe et mobile • 32 48 31 • 22 France étrangère et l'étranger • POM • Armée d'aujourd'hui janvier 2019

ASSUREUR SPÉCIALISTE
DES
PROFESSIONNELS
DE LA DÉFENSE ET DE
LA SÉCURITÉ

URGENT !
FAIRE NOTRE BILAN
PRÉVOYANCE-
DÉPENDANCE

Aujourd’hui, les plus de 60 ans peuvent tout à la fois être des “cyber-seniors”, surfant sur Internet en quête de nouveautés, des parents aidant leurs enfants, tout comme des grands-parents concernés par l’avenir de leurs petits-enfants. L’AGPM connaît leurs préoccupations. Elle est à leur écoute pour les aider à faire les bons choix.

Que demander de mieux à son assurance ?

L'AGPM vous propose **une gamme complète** d'offres adaptées pour la **santé**, l'**épargne**, la **prévoyance**, la **retraite**, la **prise en charge de la dépendance**, les **loisirs**.

Pour tout renseignement appelez le **32 22*** ou visitez **www.agpm.fr**

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE